.BE AIACE

L'Écrin 92

BULLETIN DE LIAISON DE L'AIACE SECTION BELGIQUE | OCTOBRE • NOVEMBRE • DÉCEMBRE 2020

Pandémie
Il faut que chacun évalue son risque individuel

AIACE | ASSOCIATION INTERNATIONALE DES ANCIENS DE L'UNION EUROPÉENNE

LE COMITÉ DE RÉDACTION

LA RÉDACTRICE EN CHEF - MONIQUE THÉÂTRE

Née à Bruxelles. Entre à la Commission en 1981 au SCIC, ensuite DG II, puis DG XXII. En 1991, détachée de la DG Administration pour diriger le secrétariat international de l'AIACE. S'occupe notamment de la rédaction de « Vox ». En 2004, réintègre l'administration au sein des services sociaux, en charge des pensionnés. Devient ensuite chef du nouveau secteur « Support social et Relations avec les anciens ». Lance l'Info Senior et l'initiative Active senior (valorisation de l'expertise). Pensionnée depuis 2018. Membre du Conseil d'administration de la section Belgique depuis mars 2020. Aime le piano, les soirées entre amis et la Lettonie, terre natale de sa mère.

ROBERT COX

Né à Londres. Études en sciences économiques, politiques, langues et civilisations germaniques et slaves à Cambridge et au Collège d'Europe (Bruges). Débute comme journaliste à Londres (The Economist). En 1968, intègre le Groupe du Porte-parole de la Commission, en 1973, le Cabinet Thomson (politique régionale), puis la DG Développement (VIII). Chef de la Représentation de la Commission à Ankara. Rentre en 1983 à Bruxelles comme chef de division à la DG Information (X). A l'éclatement de la guerre civile en Yougoslavie, rejoint la EC Monitoring Mission (ECMM) à Zagreb. En 1993, adjoint du directeur à ECHO. Retraite en 2000. Peint, dessine, écrit, étudie l'histoire et la politique.

JÜRGEN ERDMENGER

Né à Hambourg. Juriste, d'abord fonctionnaire fédéral allemand. Intègre la Commission européenne en 1973. Directeur à la DG Transport, participation au développement de la politique commune de transport (route, rail, navigation aérienne, navigation maritime et fluviale) en particulier sous les Commissaires Van Miert et Kinnock. Après la pension en 1998, conseiller (questions européennes) d'ONGs dans les domaines de l'éducation, de la santé et de l'agriculture. Participation aux activités de la Chapelle de la Résurrection, de l'Eglise protestante de langue allemande ainsi que de la Société anthroposophique. Aime son épouse, ses filles, l'art, la musique et la poésie.

JOCELYNE GAUDIN

Française d'origine. Etudes en économétrie à l'Université Paris IX-Dauphine. Travaille dans des cabinets de consultants et une banque privée avant d'intégrer le Centre de recherches "Travail & Société" (Paris Dauphine) pour développer le concept d'économie alternative et réaliser des évaluations de politiques publiques pour différents ministères français et institutions internationales. Rejoint la Commission européenne en 1985, dans le Cabinet Clinton-Davis, puis la Task-force PME, la DG Entreprise, la DG Recherche, et le JRC jusqu'en 2016 (retraite). Continue de suivre l'actualité économique, l'évolution des mouvements de la société et leurs perspectives, tout en appréciant grandement la vie culturelle et amicale bruxelloise.

DANIEL GUGGENBÜHL

Originaire de Strasbourg. Études de sciences politiques et de lettres. A fait l'essentiel de sa carrière aux Relations extérieures de la Commission : relations multilatérales, Chine, pays d'Europe centrale et orientale. Président de la Section Belgique de l'AIACE de 2005 à 2008. A lancé l'Écrin dans sa version précédente avec Jean-Bernard Quicheron en 2005 et y contribue régulièrement depuis. Aime la littérature, la musique et les débats politiques. A écrit plusieurs romans. Contribue aussi au périodique de l'AIACE Allemagne et à celui du Cercle littéraire de l'UE. Aime observer l'entrée de ses petits-enfants dans la vie réelle.

PHILIPPE LOIR

Né à Paris. Licence en droit et Sciences-Po. Cie pétrolière Algérie Sahara 1958-1962. Entré à Euratom en 1962, administrateur principal en 1967 puis DG Energie de 1970 à 1984, assistant du DG. En 1985 à la DG Administration chargé des relations avec le personnel statutaire puis avec les Ecoles européennes, simultanément rédacteur en chef du Courrier du personnel de 1986 à 1992. Chef de division à la DG Information, chargé entre autres des visites. Pensionné depuis 1995. Elu au Conseil d'administration de l'AIACE Belgique en 2005, vice-président de 2014 à 2017, rédacteur à l'Ecrin et responsable de l'action sociale depuis 2005.

SOMMAIRE

LE MOT DU PRÉSIDENT / HET WOORD VAN DE VOORZITTER

En attendant … le vaccin / In afwachting van … het vaccin — *Erik Halskov* — 4-5

LE BILLET DE LA RÉDAC'CHEFFE

Comité de rédaction, au revoir et bienvenue — *Monique Théâtre* — 5

VIE DE LA SECTION

Le Conseil d'administration au travail — *Philippe Loir* — 6-7
Je marche, tu marches ? Nous marchons … depuis 20 ans déjà — *Michel Buckinx* — 8-9
Voyager avec Thérèse Detiffe — *Philippe Loir* — 10-11
Un indéfectible pilier — *Comité de rédaction* — 12
Album souvenir — 13

EUROPE

L'Europe, un mythe ? — *Daniel Guggenbühl* — 14-15
Mare Nostrum, a European catastrophe in the making — *Robert Cox* — 16-17
Ça tangue avec la Russie — *Daniel Guggenbühl* — 18-19
Brexit's troubled summer — *Robert Cox* — 20-21
Schuman's European Health Community and Covid-19 — *David Price* — 22-23
Le plan de relance de l'UE : recul institutionnel ou Union plus proche des citoyens ? — *Félix Geradon* — 24-25

BREVES — 26

SOCIÉTÉ

Covid-19 - Yves Coppieters : « Il faut que chacun évalue son risque individuel » — *Monique Théâtre* — 27-28-29
Coping with Covid — *Robert Cox* — 30-31
Coronavirus : à quand une stratégie commune ? — *João Mateus Tique* — 32-33
Turbulenzen in der europäischen Zivilluftfahrt — *Jürgen Erdmenger* — 34-35

INSTITUTIONS

Covid-19 - Bruno Fetelian : un bilan rassurant pour le personnel des institutions — *Monique Théâtre* — 36-37
Le personnel en télétravail, un modèle pérenne ? — *Jocelyne Gaudin* — 38-39-40

CULTURE

Dans l'intimité de Robert Schuman — *Daniel Guggenbühl* — 41-42
Multilingualism in Africa — *Noël Muylle* — 43
Notre patrimoine culturel, un catalyseur pour l'avenir de l'Europe — *Jimmy Jamar* — 44-45
Apollo in Brüssel, zu den Fresken Paul Delvaux im Hause Périer — *Jürgen Erdmenger* — 46-47

TRIBUNE LIBRE

Statistiques, erreurs et mensonges — *Michel Vanden Abeele* — 48-49

PORTRAIT

Giuseppe Ciavarini-Azzi, toute une carrière au Secrétariat général — *Monique Théâtre* — 50-51
Dominique Dedeken, dévouée aux enfants et aux seniors — *Monique Théâtre* — 52

LU POUR VOUS

The Great Cauldron — *Robert Cox* — 53
L'ivresse des Livres — *Philippe Loir* — 53

IN MEMORIAM

Roger Vancampenhout — 54
Marcel Cukier — 55

APPEL A CONTRIBUTIONS — 55

NOUS ONT QUITTÉS — 56-59

Ont également contribué à ce numéro

Pierre Blanchard, Michel Buckinx, Jaap Geenen (traductions), Félix Geradon, Erik Halskov, Jimmy Jamar, João Mateus Tique, Noël Muylle, David Price, Jean-Bernard Quicheron, Michel Vanden Abeele.

En attendant … le vaccin

L'expression me rappelle la célèbre pièce de théâtre de Samuel Beckett «En attendant Godot» dans laquelle un garçon annonce aux figures principales de la pièce, Vladimir et Estragon, deux clochards, que Godot ne viendra que le lendemain, toujours le lendemain.

Le vaccin viendra sans doute et notre univers, bien que bouleversé par la pandémie, ne ressemble pas à l'univers de Vladimir et d'Estragon, caractérisé par l'absurdité de l'existence.

Mais quand viendra-t-il, ce fichu vaccin ? Sera-t-il sûr et efficace pour tout le monde ? Le développement du vaccin est devenu un jeu de pouvoir dans l'Amérique de Trump, la Russie de Poutine et la Chine de Xi Jinping. On pourrait craindre que la course frénétique vers le vaccin affecte négativement sa qualité et sa sécurité. Je pense que personne n'a envie, s'agissant de la santé de chacun, de jouer à la roulette russe.

Dans ce contexte, l'Europe apparaît un peu comme un îlot de raison et de prudence, plaçant le bien-être et la santé de ses citoyens devant toute autre considération. Dans la réponse à ma lettre en avril à la présidente Ursula Von der Leyen, son conseiller exécutif en communication, tout en rectifiant les propos prêtés à la présidente dans une certaine presse allemande, a bien confirmé la volonté de la Commission européenne de protéger notamment la population âgée et qu'elle met tout en œuvre pour soutenir le développement et la production d'un vaccin efficace contre la COVID-19.

Nous pouvons aujourd'hui poser la question de la politique de vaccin des institutions européennes envers à la fois les actifs et les anciens. Les services médicaux ouvriront-ils leurs portes aux anciens ? Les frais seront-ils remboursés à 100% ? Quelles seront les recommandations en termes de processus et de priorités ?

En attendant le vaccin, nous continuons à vivre avec le virus, en appliquant toutes les mesures de précaution, dans le respect d'autrui. En même temps, nous constatons malheureusement les risques de clivage au sein de nos populations, entre notamment les jeunes et les plus âgés. C'est un défi majeur que d'essayer d'éviter de tels clivages, ainsi que d'éviter une stigmatisation de telle ou telle partie de la population. Parce qu'en fin de compte, nous sommes «condamnés » à vivre ensemble.
C'est le sens même de la vie.

Stay safe. Patience et optimisme.
Erik Halskov

Éditeur responsable
Erik Halskov

Rédactrice en chef
Monique Théâtre
monique.theatre@gmail.com

Comité de rédaction
Robert Cox
Jürgen Erdmenger
Jocelyne Gaudin
Daniel Guggenbühl
Philippe Loir

Designer graphique
Frédérique Guiot

Impression et expédition
OIB - Commission européenne

Dépôt Bibliothèque Royale de Belgique
ISSN 1783 - 5410

Les textes n'engagent que leurs auteurs et non l'AIACE ni la Commission européenne

Association Internationale des Anciens de l'Union européenne Section Belgique
G-1 01/50 • B-1049 Bruxelles
Tél +32(0)2 295 38 42 & +32(0)2 296 48 24
Fax +32(0)2 299 52 89
E-mail : aiace-be@ec.europa.eu
www.aiace-be.eu
BIC : GEBABEBB
IBAN : BE68 2100 3777 0034
N° d'entreprise : 450733759

In afwachting van … het vaccin

Deze uitdrukking doet mij denken aan het vermaarde toneelstuk van Samuel Beckett "En attendant Godot" waarin een jongen de hoofdrolspelers, Vladimir en Estragon, twee clochards, laat weten dat Godot pas de volgende morgen zal verschijnen, telkens de volgende morgen.

Ja, het vaccin zal zeker ooit komen, en onze wereld is wel verstoord door de pandemie, maar lijkt niet op de wereld van Vladimir en Estragon waarin de absurditeit van het bestaan aanschouwelijk wordt gemaakt.

Maar wanneer gaan we dat vaccin verdorie hebben ? Zal het voor iedereen veilig en werkzaam zijn? De ontwikkeling van het vaccin is verworden tot een machtsspelletje tussen het Amerika van Trump, het Rusland van Poetin en het China van Xi Jinping. Er valt te vrezen dat de run naar een vaccin de kwaliteit en de veiligheid ervan niet zullen bevorderen. Ik denk toch dat niemand er zin in heeft om met zijn gezondheid een spelletje Russisch roulette te spelen.

Tegen deze achtergrond lijkt Europa enigszins een oord van rede en voorzichtigheid, waarin zij het welzijn en de gezondheid van haar burgers voorop plaatst. In het antwoord op mijn schrijven van april aan Voorzitter Ursula Von der Leyen heeft haar communicatie-adviseur een rechtzetting gegeven bij de bedoelingen die een zekere Duitse pers haar had toegeschreven, en ter zake de wens van de Europese Commissie bevestigd om met name de oudere bevolkingsgroepen te beschermen, daarbij alles in het werk stellend om de ontwikkeling en de productie van een werkzaam vaccin tegen COVID-19 te ondersteunen.

Wij kunnen ons nu al wel afvragen wat met dit vaccin bij de actieve en de gepensioneerde ambtenaren de gedragslijn van de Europese Instellingen zal zijn. Gaan de medische diensten de gepensioneerden accepteren ? Worden eventuele kosten voor 100% vergoed ? Welke aanbevelingen zijn er dan inzake voortgang en voorrang ?

In afwachting van het vaccin blijven wij gedoemd met het virus te leven en, ook met respect voor anderen, alle voorzorgsmaatregelen te nemen. Terzelfdertijd stellen we jammer genoeg vast dat een tegenstelling in de wijze van samenleven, juist tussen de jongeren en de ouderen, zekere risico's inhoudt. We moeten echt proberen dergelijke opposities te vermijden, en ervoor zorgen dat niet het ene of het andere deel van de bevolking hierdoor gestigmatiseerd wordt. Want uiteindelijk zijn we er wel toe "veroordeeld" samen te leven.

Dat is toch de zin van het leven.

Stay safe. Heb geduld en blijf optimistisch.
Erik Halskov

LE BILLET DE LA RÉDAC' CHEFFE

Comité de rédaction, **au revoir et bienvenue**

Lorsque j'ai accepté, en mars dernier, de reprendre la « gouvernance » de l'Écrin, les membres de son Comité de rédaction étaient loin de m'être inconnus, ayant déjà collaboré avec eux précédemment. Je connaissais donc leur expertise et leur regard éclairé et judicieux quant aux questions qui relèvent de l'actualité européenne et internationale.

L'un de ses membres, João Mateus Tique, a décidé de s'en retirer, après plus de 10 ans de collaboration. Le Comité se joint à moi pour le remercier d'avoir mis à disposition ses compétences dans le domaine économique et d'avoir toujours considéré avec beaucoup de pertinence les articles proposés à la publication.
Le Comité de rédaction est par essence l'organe qui décide de la ligne éditoriale du magazine. Ses membres sont eux-mêmes des rédacteurs mais leur tâche consiste aussi à émettre un avis sur les propositions soumises par des contributeurs externes. Dans le cas de l'Écrin, quatre anciens collègues s'y attellent depuis pas mal de temps, chacun dans le domaine de ses compétences et de son expérience. Ils ne manquent pas d'idées et alimentent au fil des numéros les rubriques qui font la raison d'être du magazine.

Une nouvelle « recrue » est venue étoffer tout récemment les rangs de ce cénacle, une ancienne collègue de JRC, Jocelyne Gaudin. Pensionnée depuis à peine quatre ans, économiste de formation, sa collaboration nous sera précieuse. Vous pourrez déjà lire dans ce numéro la réflexion qu'elle propose sur la mise en place, dans l'urgence, du télétravail pour tous dans les institutions et l'importante question de sa pérennisation.

Monique Théâtre

Le Conseil d'administration au travail

par Philippe Loir

Le 14 mars, les bureaux de la Commission ont été fermés aux pensionnés, ce qui a rendu impossible toute réunion du Conseil d'administration depuis cette date. Aucune nouvelle initiative n'a de ce fait pu être examinée, discutée ni mise en œuvre. Les actions lancées préalablement au confinement telles que les voyages et excursions ont dû être stoppées net.

La défense des intérêts des pensionnés

Par contre, les représentants dans certains comités statutaires, désignés lors de la réunion constitutive du CA du 12 mars, ont pu assumer, au mieux des possibilités dans le cadre contraint des mesures sanitaires, leurs responsabilités pour la représentation et la défense des intérêts des pensionnés lors de rares réunions virtuelles organisées par l'Administration. C'est ainsi que notre section a représenté l'AIACE dans le Groupe technique Rémunérations (GTR) de la DG HR qui a examiné l'adaptation de la contribution pension bien que celle-ci ne concerne pas les pensionnés. De même nos représentants ont participé à une réunion virtuelle du Comité de gestion de l'Assurance maladie (CGAM) qui examinait des réclamations. Le PMO travaille de son côté sur des modifications à apporter aux DGE (Dispositions générales d'exécution) de la Caisse maladie sans que pour le moment nos représentants y soient associés. En réalité, il ne se passe pas grand-chose dont nous soyons informés dans le secteur des groupes de travail rémunérations, pensions, CGAM, de la section. Mais nos représentants sont prêts à participer à toute réunion (virtuelle) qui serait organisée pour y défendre les intérêts des pensionnés.

L'aide sociale continue !

Il n'en est pas de même dans le domaine social puisque les personnes que nous aidons ont toujours besoin de notre assistance, Covid ou pas. Nos bénévoles sont toujours en alerte et peuvent être dirigés vers les personnes qui demandent de l'aide grâce notamment à notre help desk, Karine, qui est de permanence tous les matins dans nos bureaux. Des instructions claires leur ont été données pour que, dans leurs contacts avec les personnes qu'ils aident, ils respectent toutes les consignes de sécurité édictées par les Autorités. Il a été constaté une moindre demande d'aide que par le passé. Cette baisse est confirmée dans l'interview de Bruno Fetelian, chef de l'unité Assurance maladie et accidents, reprise dans le présent Écrin, qui précise qu'après le confinement les demandes de remboursement au RCAM ont diminué de moitié. Cette diminution a des aspects inquiétants car elle pourrait signifier que nos adhérents confinés ou hésitant à sortir, attendent pour se soigner des moments plus favorables, ce qui risque d'aggraver les situations.

La bonne nouvelle est que la pandémie n'a jusqu'à présent apparemment pas entraîné de catastrophes parmi nos personnes aidées. D'après les rapports de nos bénévoles portant sur 48 personnes aidées à fin juillet, la difficulté la plus fréquente a été la transmission des documents au RCAM. Il est probable que des retards importants dans les demandes de remboursement se sont accumulés et ont retardé les paiements pour ceux qui n'utilisent pas la transmission en ligne qui, elle, a continué à bien fonctionner. D'autre part, la fermeture peu compréhensible à la longue de la boîte à lettres dans le bâtiment MERO a perturbé de nombreux pensionnés qui avaient pris l'habitude de venir y déposer leurs demandes. L'envoi par la poste, qui est la seule solution possible actuellement, est craint malheureusement par une grande partie d'entre eux pour un supposé manque de fiabilité de la poste. Une possibilité pour surmonter cette difficulté pour tous ceux qui n'utilisent pas la transmission en ligne serait de permettre aux bénévoles d'introduire eux-mêmes

L'entrée déserte du Charlemagne ▶

pour les personnes qu'ils aident les demandes de manière électronique mais cette solution, qui a plusieurs fois été proposée, est refusée catégoriquement par le PMO.

La réponse de la présidente de la Commission

Dans le numéro précédent de l'Écrin (91), je vous avais informés que notre président Erik Halskov avait envoyé une lettre à la présidente Ursula von der Leyen pour l'interroger sur la signification de ses déclarations au journal Bild-Zeitung concernant le confinement des seniors. Son conseiller exécutif en communication, Jens Flosdorff, a répondu le 30 juillet dernier en précisant les termes employés par la présidente dans cette déclaration : « En l'absence de vaccin, les personnes âgées doivent limiter les contacts dans toute la mesure du possible ». Le Conseiller a ajouté : « Connaissant l'importance des contacts familiaux et interpersonnels pour notre bien-être à tous, la présidente avait à l'esprit une démarche tenant compte à la fois de la santé physique et psychique et elle a ajouté dans le même entretien : « Je sais que c'est difficile et que la solitude pèse. Mais c'est une question de vie ou de mort et pas seulement la sienne propre. Nous devons rester disciplinés et faire preuve de beaucoup de patience. » La présidente n'a pas demandé que les mesures imposées soient prolongées jusqu'à la fin de l'année ».

Le Conseiller a conclu : « L'état d'alerte ne pourra être levé qu'une fois qu'un vaccin sera disponible. Je tiens à vous faire savoir que la Commission européenne met actuellement tout en œuvre pour soutenir le développement et la production d'un vaccin efficace contre la COVID-19 ».

C'est en effet pour le moment la seule possibilité pour que notre section puisse se remettre pleinement au travail comme le fait l'équipe de l'Écrin. Son Comité de rédaction a continué à écrire des articles et à en discuter pour qu'ils collent avec la ligne éditoriale, sous l'impulsion de sa nouvelle rédac'cheffe. Avec l'aide efficace et très professionnelle de l'OIB, le présent Écrin peut être envoyé à tous les membres, malgré la Covid. ■

Conseil d'administration AIACE Belgique 2020/2023

Président Erik Halskov

Vice-présidentes
Raffaella Longoni, Sylvie Jacobs

Secrétaire générale Nadine Wraith

Trésorier Christian Waeterloos

Membres titulaires
Pierre Blanchard, Philippe Loir, Jean-Bernard Quicheron, Monique Théâtre, Eliane Van Tilborg

Membres suppléants
Félix Geradon, Alan Hick, Isabella Quattrocchi, Brigitte Raus

Je marche, tu marches ?

par Michel Buckinx

Nous marchons … depuis 20 ans déjà

Le Cercle de marche de la section Belgique a 20 ans. 520 randonnées, 7000 km et plus de sentiers parcourus, 17 mid-weeks en Belgique et à l'étranger. 20 ans de bonheur, une idée géniale !

20 ans de randonnées, de belles balades, de découvertes, de petits sentiers, de coins de nature insoupçonnés, de plaisir d'être ensemble tous les 15 jours pour avaler dans la convivialité des poignées de kilomètres, sans se faire mal mais en puisant bien souvent quand même dans nos réserves parce que la pente est rude, qu'il fait froid, qu'il pleut à seaux, que le vent est glacial ou que le soleil est franc et plus qu'ardent.

20 ans que nous ont offerts Jeannine Franchomme et Thérèse Detiffe, les co-fondatrices de notre Cercle de marche, l'une ayant eu l'idée, l'autre apportant l'indispensable guide de randos, notre ami hélas trop tôt disparu, Jean-Pierre Henkens.

20 ans que nous devions fêter en ce début d'année 2020, 20 ans estompés par le coronavirus mais 20 ans qu'avec encore plus de chaleur nous nous promettons de mettre à l'honneur dès que nous aurons de commun accord chassé et relégué ce fichu poison !

Mais déjà nous remarchons !

Si, en février, nous avions déserté sentes et chemins, le cœur gros mais soucieux de notre santé, c'est le 23 juillet dernier qu'avec l'accord et surtout les encouragements du nouveau président Erik Halskov, nous nous sommes retrouvés pour notre première balade de la période Covid-19. Nous étions vingt, répartis en deux groupes de dix, coachés par Claudine Pierre et moi-même, les coordinateurs de randos. Nous sommes partis le long de la Woluwe pour 7 bons kilomètres sous un soleil radieux. Chaleureuses retrouvailles : des yeux qui brillent, des regards qui pétillent, on avait envie de … on ne le pouvait pas, il fallait l'accepter. Il était 14 heures, nous marchions. Prudence et respect étaient de rigueur … mais c'était bon d'être ensemble … Le Cercle de marche était debout! Notre

vœu le plus cher aujourd'hui est de pouvoir proposer rapidement un programme « normal ». Vous comprendrez que la chose n'est pas encore évidente vu les contraintes actuelles et nos âges avancés qui font de nous des personnes à plus haut risque.

Saviez-vous que …

Notre Cercle de marche a été créé en l'an 2000 sur cette réflexion : «Demain je serai en pension, certains de mes collègues aussi … et si nous faisions quelque chose de dynamique ensemble ? » C'était l'idée de deux personnes, Jeannine Franchomme, alors présidente de la section Belgique, et Thérèse Detiffe, responsable de l'organisation des voyages et autres activités culturelles. Nous sommes aujourd'hui plus de 130 marcheuses et marcheurs venus de tous les coins de l'Union, belle image dynamique de cette Europe que nous avons forgée et que nous forgeons encore tous ensemble … sur les sentiers, en français, allemand, italien, espagnol, anglais ou néerlandais …

Notre Cercle de marche est ouvert à tous les pensionnés des Institutions européennes : il suffit de s'y inscrire via la section Belgique et de s'acquitter de la cotisation annuelle « marcheur » de 15 euros.

Nous marchons été comme hiver, quelles que soient les conditions météo, le jeudi après-midi, tous les 15 jours, selon un programme préétabli qui vous est envoyé par e-mail

et courrier papier. Nos parcours vont de 8 à 13 km selon la saison. Généralement nous marchons durant 3 heures, pauses comprises.

Aucune réservation n'est nécessaire. Le programme du jour vous tente, vous nous rejoignez tout simplement à l'adresse du rendez-vous. Notre seule exigence, soyez à temps, nous n'aimons pas faire patienter le groupe!

Notre Cercle de marche, ce sont des guides et des coachs sérieux, bien documentés, soucieux tant de la qualité des randos et balades que de la sécurité et du confort des marcheurs.

Notre Cercle de marche, c'est aussi l'audace et le plaisir du verre de l'amitié d'après-balade.

Notre Cercle de marche, c'est surtout un Esprit de Corps dont nous sommes fiers et qui est le ciment de notre cordiale entreprise.

Saviez-vous que demain …

Nous vous attendons avec plaisir et, comme nous vous le disions précédemment, une fois le coronavirus hors des pieds, nous fêterons dignement, joyeusement les 20 ans d'existence de ce beau cercle et ce sera aussi notre façon de remercier de tout cœur Jeannine et Thérèse pour ce cadeau inestimable qu'elles ont fait à l'AIACE Belgique, qu'elles vous ont fait … tout simplement !

Venir au Cercle de marche, c'est y rester … Allez savoir pourquoi ? ■

Pour tout contact ou renseignement complémentaire
Michel Buckinx - 0474 74 8 4 88
Claudine Pierre - 0477 80 1 1 62
Secrétariat AIACE section Belgique
02 295 38 42
rando.aiace.michel@gmail.com

Voyager avec Thérèse Detiffe

par Philippe Loir

« Maintenir et développer les relations amicales des anciens entre eux » et « Organiser ou participer à des activités culturelles ou de loisirs » font partie, à côté d'autres missions nettement plus austères, des buts statutaires de l'AIACE Belgique.

Développer ce type d'activité exige de nombreuses qualités que tout le monde ne détient pas : esprit de convivialité sans lequel on ne peut créer de liens, sens de l'organisation, sens des responsabilités et courage car se retrouver à l'étranger avec plusieurs dizaines de personnes peut se révéler très délicat, patience pour encaisser les sautes d'humeur de certains voyageurs …

Ces défis ont été relevés brillamment depuis une vingtaine d'années par deux élues au Conseil d'Administration, Thérèse Detiffe et la regrettée Yvette Demory, chacune développant un style de voyage différent. Elles ont su lancer avec enthousiasme pendant près de vingt ans des activités qui ont renforcé les liens amicaux entre les pensionnés et leur ont apporté un supplément de vie et de bonheur.

Je suis allé rencontrer Thérèse dans la Résidence où elle demeure maintenant pour découvrir les secrets du succès qui lui vaut l'attachement de si nombreux collègues.

Dans quelles circonstances as-tu intégré l'AIACE Belgique ?

En 1995, jeune veuve d'un fonctionnaire, élevant mes trois enfants, j'ai été sollicitée par le président de la section Jean Janssens pour organiser un voyage pour les membres de la section. Je me suis lancée avec énergie dans cette aventure nouvelle en organisant entièrement le premier voyage proposé par la section. Il s'agissait de découvrir la Champagne en deux jours avec visite des villes de Reims et d'Epernay, découverte des vignobles et dégustation de champagne dont de nombreuses bouteilles remplirent rapidement les coffres de l'autocar. Un style de voyage fait de convivialité et de bonnes choses à partager était né, je fus plébiscitée pour continuer.

Mais il fallait améliorer l'organisation, je ne pouvais pas continuer à tout faire moi-même avec l'aide du secrétariat. Aussi notre deuxième voyage à Liège s'est fait avec une guide professionnelle, Annick Renard, qui guida pendant de nombreuses années nos voyages et nous apporta beaucoup de bonnes suggestions. Ces voyages demandaient quand même un gros travail administratif aux bénévoles du secrétariat et à notre trésorier Gilbert Lybaert. Nous avons alors fait appel à des agences qui ont réglé elles-mêmes les travaux d'inscription et de paiement.

Comment as-tu été conduite à organiser jusqu'à quatre à cinq voyages et excursions chaque année ?

La demande était là, les idées aussi. Certains souhaitaient des voyages où le repos tiendrait une grande place. Notre amie la poète Monique Saxel qui a souvent accompagné nos voyages les a bien décrits à sa manière familière :

Et passent doucement les heures
Au rythme lent des ascenseurs,
Nageant, marchant, ne faisant rien
Mangeant, dormant, lisant …
c'est bien !

Mais d'autres souhaitaient faire des voyages et découvrir de nouveaux pays, flâner le long des fleuves. Un grand moment a été l'arrivée dans nos projets de l'Agence Croisi-Europe dont les voyages fluviaux ont proposé ce que de nombreux pensionnés souhaitaient : des cabines confortables pour toute la durée du voyage, des paysages renouvelés, de bons repas et des excursions stimulantes. La première croisière en 2001, une mémorable remontée du Rhône avec escales à hauteur des grands crus de Côtes du Rhône pour dégustation des vins, a été un grand succès. J'ai alors proposé de belles croisières sur le Rhin, la Seine, le Danube, le Douro qui ont attiré jusqu'à cent participants.

A ces nombreuses croisières relativement coûteuses se sont ajoutées des excursions plus brèves pour découvrir une ville en Belgique ou dans des pays limitrophes à des prix raisonnables. Puis des voyages plus lointains en France, en Italie, en Espagne et même au Sénégal ont répondu à une forte demande. Si l'on ajoute l'organisation des soirées au théâtre à Bruxelles, les visites d'exposition et les fêtes de fin d'année, on peut considérer que presque tout le monde pouvait trouver une activité à son goût. Finalement ce sont plusieurs centaines de pensionnés qui ont pu connaître chaque année des moments de détente, de découvertes et de partage au cours de de plus d'une centaine de voyages et excursions en 20 ans.

As-tu été aidée et secondée par des collègues pour assurer la bonne marche de ces voyages ?

Oui, les bonnes volontés n'ont jamais manqué avec les collègues bénévoles du secrétariat, je leur suis reconnaissante, je voudrais citer particulièrement Elisabeth Halterman qui m'a secondée dans tous les voyages et dont le sourire et la gentillesse ont fait merveille.

J'ai un souvenir particulier reconnaissant de l'aide reçue pour organiser les Assises de Gand et de Vittel quand c'étaient encore les sections qui les organisaient à tour de rôle. Les Assises étaient alors une belle fête de l'AIACE avec de nombreux participants et cela demandait un grand travail de préparation. A ces occasions particulières, j'ai été entourée par de nombreuses bénévoles qui sont venues spontanément dans un état d'esprit amical. Chaque fois cela a été une réussite.

Je dois aussi reconnaître que les participants ont toujours été des modèles de courtoisie et de savoir-vivre et m'ont facilité la tâche. Avec eux tout devenait plus facile, les horaires étaient respectés et la bonne humeur permanente.

Ce n'est qu'en 2019 que Thérèse a cessé ses activités. Cet engagement extraordinaire pour sa constance - près de 25 ans - est remarquable pour l'énergie et l'imagination déployées, le poids des responsabilités acceptées, cela en restant toujours modeste, souriante, amicale avec tout le monde. ■

Laissons le mot de la fin à Monique Saxel, grande habituée des voyages de Thérèse :

C'est bien de se rencontrer
De se retrouver, se parler
De faire le point sur l'année
Et des projets envisagés
De passer du bon temps à table
En ambiance fort agréable
Les liens anciens sont raffermis
Entre vieux collègues et amis.
Pari gagné, mission atteinte,
merci Thérèse !

Un indéfectible pilier

par le Comité de rédaction

Lorsque vous ouvrez votre Écrin, chers Lecteurs, un des premiers rédacteurs attirant votre attention est notre ami et collègue Philippe Loir. Il est fidèle à la Section Belgique, à votre magazine et à la Rédaction depuis tant d'années que vous ne les comptez même plus. Un indéfectible et inamovible pilier, un témoin de vos faits et gestes et, plus généralement, des préoccupations des Anciens en ce début de siècle. Comme membre du Conseil d'administration, il vous rend compte régulièrement de l'activité de ce cénacle et de la vie de la Section.

Une crise sanitaire d'une ampleur gigantesque et inattendue ébranle nos sociétés, sape la confiance des citoyens et remet en question les fondements de notre monde. Pour l'affronter, un maître-mot : solidarité. Depuis des années, Philippe donne l'exemple en tant qu'animateur d'un groupe de bénévoles ne lésinant pas à sacrifier une partie de leurs loisirs pour venir en aide à des Anciens en difficulté, à les aider dans leurs démarches administratives et à les soutenir psychologiquement. Philippe lui-même n'hésite jamais à payer de sa personne. Il est doué et motivé pour cela, et on l'apprécie.

Ce don d'empathie, d'engagement et de dévouement, nous pensons qu'il l'a reçu du Ciel dans son berceau il y a 90 ans. Il a donc pu fêter son anniversaire le 1er octobre dernier, avec les félicitations de ses collègues du Comité de rédaction et de tous ses amis proches et lointains. Nous sommes honorés de l'avoir comme collègue dans ce Comité, qu'il fait bénéficier de sa compétence et de la sûreté de son jugement. Notre vœu le plus cher est de pouvoir le garder parmi nous pour d'autres exploits au cours des années à venir. ■

Bon anniversaire !

Assises 2006 à Vittel

▲ *Le Comité organisateur : Thérèse Detiffe, Daniel Guggenbühl, Yvette Demory, Gilbert Lybaert*

▲ *Les directrices de la Politique sociale (à g) et du PMO sont présentes à l'Assemblée générale*

▲ *Daniel Guggenbühl, président de la section, ouvre le cocktail de bienvenue par une fontaine de champagne*

▲ *Ambiance décontractée, bonne humeur et convivialité lors de la soirée de clôture*

▲ *Le petit train touristique rencontre un vif succès !*

▲ *L'avenir de la planète au coeur du colloque animé par l'écologiste Jean-Marie Pelt*

▲ *La traditionnelle et incontournable photo de groupe*

▲ *Le site regorge de chemins et sentiers pittoresques, un régal pour les amateurs de vélo*

L'Europe, un mythe ?

par Daniel Guggenbühl

L'Europe est un des plus anciens foyers de civilisation au monde, avec ses multiples héritages, ses penseurs, ses génies, sa créativité mais aussi ses dérives, à présent sublimées par le processus d'intégration européenne et les valeurs qui l'accompagnent.

L'héritage grec

Cela a commencé par un mythe de la Grèce antique, celui de cette princesse phénicienne, Europe, qui s'est fait enlever par Zeus, métamorphosé en taureau blanc et qui, ayant retrouvé forme humaine, s'est ensuite accouplé avec elle. L'enlèvement a inspiré de nombreux artistes parmi lesquels Le Titien, auteur d'une toile célèbre de l'époque de la Renaissance. Europe est aussi reproduite sur la pièce de deux euros frappée en Grèce.

Notre Europe plonge donc ses racines dans la Grèce antique. Au-delà du mythe, l'héritage est d'abord celui de l'enseignement des grands philosophes grecs, à commencer par Socrate (470-399 av. J.-Ch), qui n'a laissé aucun écrit mais qui disait « connais-toi toi-même » et dont les idées ont été reprises par son disciple Platon, Aristote se situant dans la même filière. L'héritage grec est aussi politique, car c'est à Athènes qu'émergea la démocratie considérée comme l'ancêtre de nos démocraties modernes, même si elle ne donnait voix au chapitre ni aux femmes, ni aux esclaves. Et puis nous avons hérité la tradition de la tragédie grecque née au Vème siècle av. J.-Ch. et dont les principaux auteurs étaient Eschyle, Sophocle et Euripide qui, pendant des siècles et jusqu'à aujourd'hui, ont inspiré de nombreux auteurs.

L'héritage spirituel

On en arrive ensuite au chapitre controversé de l'héritage spirituel. Fallait-il faire état, dans les actes constitutifs de l'Union européenne, des « racines chrétiennes » de l'Europe, comme le souhaitaient plusieurs dirigeants ? Le préambule du traité de Lisbonne contourne le problème en évoquant « les héritages culturels, religieux et humanistes de l'Europe », ce qui suggère la pluralité religieuse et le fait que, en définitive, le christianisme se retrouve dans l'humanisme. Historiquement, il est incontestable que l'Europe a vécu pendant des siècles dans un environnement culturel chrétien, en témoignent notamment les cathédrales érigées dans nos différents pays, un patrimoine auquel les Européens restent très attachés, comme on l'a vu lors de l'incendie de Notre Dame de Paris. Il y a aussi dans l'héritage chrétien un autre apport positif : la dignité de la personne humaine (nos droits de l'homme actuels) et l'attention apportée aux plus faibles. En même

temps le rôle dominant de l'Église a donné lieu à des dérives, voire des exactions regrettables.

Les dérives

Ces dérives appartiennent, elles aussi, à notre histoire. Les guerres de religion européennes étaient des guerres civiles dans lesquelles les valeurs chrétiennes étaient dévoyées. On peut émettre des réserves similaires au sujet des croisades en Terre sainte, avec lesquelles les chrétiens d'Occident, entre le onzième et le treizième siècle, entendaient en chasser les musulmans. Aujourd'hui encore, les extrémistes musulmans jettent l'opprobre sur les Européens en les traitant de « croisés ». N'oublions pas non plus la colonisation, par des pays européens parvenus au faîte de leur puissance, de vastes territoires des continents africain et asiatique, un mouvement dont le retentissement n'est toujours pas éteint malgré la décolonisation intervenue au cours de la seconde moitié du Vingtième siècle. La possession des colonies fut un attribut important des puissances colonisatrices et a contribué à alimenter les nationalismes mortifères à l'origine des grands conflits mondiaux du siècle passé. Ces conflits ont considérablement affaibli l'Europe, ils appelaient un sursaut : celui-ci a bénéficié des multiples atouts dont notre continent peut se prévaloir.

L'Europe créative

L'Europe a toujours été un foyer de créativité. Évoquons simplement quelques uns des grands génies européens, les Galilée, Léonard de Vinci, Rembrandt, Beethoven, Goethe ou Victor Hugo. Évoquons aussi quelques unes des grandes inventions illustrant l'inépuisable créativité européenne, l'imprimerie, le téléphone, les lunettes, le cinématographe, le téléscope ou encore Skype. Et, bien entendu, les Lumières du Dix-huitième siècle et la démocratisation issue de la Révolution française de 1789 et qui a vu éclore le suffrage des femmes, la disparition de la peine de mort, le pluralisme politique ou l'absence de prisonniers politiques dans les geôles européennes. Les antagonismes du passé ont été dépassés par l'intégration européenne et par les valeurs défendues par l'Union européenne, la liberté, la démocratie, les droits de l'homme, l'État de droit, la protection sociale, autant de valeurs qui résument le « soft power » de l'Union, un modèle pour le reste du monde. C'est tout cela, l'Europe. Et vous, chers Lecteurs et chers Anciens, avez apporté vos pierres à cet édifice. Faudrait-il que Zeus revienne pour insuffler une nouvelle vigueur à une Europe toujours encore en proie au doute et aux crispations nationalistes et l'aider à s'affirmer, non pour s'imposer par la force mais par la force de ses valeurs et pour être à même de sauver son modèle dans un monde compétitif ? ■

MARE NOSTRUM

A European catastrophe in the making

by Robert Cox

Mare Nostrum - the Roman notion of "our sea" - originally meant the Tyrrhenian Sea and its islands. By BC 30, at its height, the Roman Empire conceived Mare Nostrum as its domination of the entire Mediterranean and beyond into the Greek world of the Black Sea. Mussolini played nationalistic games with the notion. In 2013 the Italian Navy titled Mare Nostrum its humanitarian operation to assuage the flow of immigrants from North Africa - with scant support from its European Union partners.

Europe seems to be increasingly powerless to influence affairs in its exposed southern flank.

Challenged by Covid-19 and reconstruction of its economy, and by climate change, European attention has been distracted away from the growing geopolitical crisis in its crucial southern flank - the Mediterranean. The list of threats is long, worsening as one progresses further east. Algeria struggles on with its rotten governance. Tunisia, the Arab spring success story, fights to preserve its gains. Libya's fragmentation invites outside marauders. Egypt restless youth is clamped down by military boots; a water war in the southern reaches of the Nile has potential for violence. Israel's bid for colonial expansion is stalled. But, what is arguably the Middle East's only democracy, is increasingly flawed. The Lebanon's society and economy were already in collapse before the ammonium nitrate explosion ripped Beirut apart, physically and politically. Syria's dictatorship hardens its vicious grip but at the price of subjection to Iranian, Russian and Turkish ambition. Cyprus remains fragile. Turkey's expansionist agenda heightens tension throughout the eastern Mediterranean while its democracy and judiciary are eaten away, its finances fragile and its economy mismanaged. Greece is nervous. Tensions in the western Balkans cast their shadow over the Adriatic.

The United States, for 75 years the Mediterranean's umpire of last resort, is withdrawing its political and military firepower from the region. Europe seems to be increasingly powerless to influence affairs in its exposed southern flank.

In previous years the European Union has not been short of wider Mediterranean initiatives. In 1995 it initiated The Barcelona Process of dialogue and aid "to convert the Mediterranean region into a common space for peace, stability, security and shared socio-economic progress and dialogue between peoples". In 2008 it was upgraded to the *Union for the Mediterranean* (UfM), a complement to the *European Neighbourhood Policy* (ENP) of the EU founded in 2003 "with the objective of avoiding the emergence of

new dividing lines between the enlarged EU and its neighbours."

Turkey troubles the waters

Paradoxically the ENP does not encompass Turkey. For the basic reason that the EU's relationship with Turkey is special, in the sense that the two are supposed to be in negotiations for the country's future EU membership. It is hardly a secret that that negotiation is getting nowhere. EU Member States' enthusiasm for Turkish membership has at best long been lukewarm (the apparent enthusiasm for constant EU enlargement of now run-away Britain raised more questions that it answered). Turkish public enthusiasm for EU membership has steadily waned. Sceptical from the beginning, his ambitions elsewhere, Turkey's President Recep Tayyip Erdoğan needed little further discouragement.

Turkey now proclaims new foreign policy and alliance objectives. Ideologically there is much talk of some sort of vague *Neo-Ottomanism.* Turkey sees opportunities to exploit to its advantage the weaknesses of southern & eastern Mediterranean countries that we have described above. It is an emergent economy long plagued by a lack of domestic hydrocarbon energy resources. Hence its bid for a larger share of eastern Mediterranean natural gas reserves involving other countries sovereign water claims - notably those of Cyprus and Greece and compounded by an illegal maritime demarcation deal with Libya. Turkey's borders, as defined by the post-World War I Treaty of Lausanne (1923), do effectively create a stranglehold along its Aegean coast where a necklace of Greek islands hug the Turkish mainland.

The ingredients are there for war between Greece and Turkey. NATO membership of both countries is a dying constraint. Nor does the UN Law of the Sea Convention pose any strictly legal constraint on Turkey which has not signed it. The Convention, however, provides the best source of international law on which the European Union can base a policy for an attempt to impose itself as an arbiter in this conflict, as surely it should do. The EU, with its extensive Mediterranean shoreline, its political, economic and security interests, has both the right and the obligation to intervene.

The economic giant remains a political dwarf

The harsh fact is that the EU's immature security and defence capacity leaves it wide open to being a helpless but vulnerable bystander as things gets progressively worse throughout the southern and eastern Mediterranean – as they will. Helpless maybe, but indifferent? The EU Council's budgetary breakthrough of the morning of July 21 has done much to buttress its self-confidence and its public and international credibility. But the deal was accompanied by budgetary economies inflicted on the EU's security and defence ambitions. The longer-term impact of economic cooperation under the Barcelona Process is, of course, laudable. But the growing threats throughout the Mediterranean are going to need shorter-term confrontation by heavier diplomacy with military back-up. To quote *The Economist* - Europe may be integrating economically but "still lacks a foreign policy." ■

> **"We are tearing up the maps of the Eastern Mediterranean that imprison us on the mainland."**
>
> Fuat Oktay, Erdoğan's deputy

Ça tangue avec la Russie

par Daniel Guggenbühl

Après des débuts prometteurs suite à la dissolution de l'Union soviétique, les relations entre l'Union européenne et la Russie ont subi un net refroidissement et la coopération s'est enlisée. Une nouvelle ère fondée sur une convergence des objectifs et la confiance réciproque ne semble pas près de s'ouvrir.

Dans l'euphorie de l'effondrement des régimes communistes en Europe et de la disparition de l'URSS, il s'imposait pour l'Union européenne (UE) de chercher un arrangement avec son grand voisin de l'Est, la Fédération de Russie. Celle-ci avait un urgent besoin de reconstruction et de modernisation et nos dirigeants ne manquèrent pas d'y voir des perspectives prometteuses d'investissements couplées au remplacement d'un communisme totalitaire par un régime démocratique inspiré des valeurs de l'UE. Les négociations entamées avec les nouveaux dirigeants russes aboutirent donc à l'entrée en vigueur, dès la fin de 1997, d'un accord dit de partenariat et de coopération qui avait l'ambition d'instaurer un véritable «partenariat stratégique» comprenant même un dialogue politique régulier. La guerre froide appartenait au passé.

L'enlisement de la coopération

Dans l'ensemble, cet accord est resté lettre morte. Dès 1999, en effet, Vladimir Poutine, devenu président de la Fédération, mit fin à la gestion chaotique de Boris Eltsine et amorça un virage autoritaire destiné à rendre à la Russie une place de grande puissance et à se défendre contre les menaces venues, selon elle, de l'Occident. Ces craintes ne manquaient pas totalement de fondement puisque l'OTAN procédera à un élargissement incluant successivement la plupart des pays d'Europe centrale précédemment satellites de l'URSS.

> *L'UE apparaît désormais, pour Poutine, comme le grand méchant loup à l'Ouest.*

Cela a fait dire à l'Américain George Kennan, fin connaisseur de la Russie: « L'élargissement de l'OTAN vers l'Est peut devenir la plus fatale erreur de la politique américaine depuis la guerre car cet élargissement n'est en rien justifié. Cette décision va porter un préjudice au développement de la démocratie russe en rétablissant l'atmosphère de la guerre froide. »
Ce sont les États-Unis qui furent les principaux promoteurs de cet élargissement. Cependant l'arrivée au pouvoir de Donald Trump a considérablement changé la donne. Bien informés de ce qu'il fallait attendre du candidat Trump, les Russes ont d'ailleurs, comme il est avéré, avec des moyens douteux, œuvré en faveur de son élection. Compte tenu des prises de position critiques de Trump à l'égard de l'OTAN ainsi que de l'UE elle-même, on peut dire à présent que Trump et Poutine sont devenus des alliés objectifs dont l'UE, en définitive, risque de faire les frais. Elle apparaît désormais, pour Poutine, comme le grand méchant loup à l'Ouest.

De nombreux désaccords

L'UE se distingue en effet de la Russie poutinienne et de sa gestion autoritaire par ses valeurs fondamentales, la démocratie, l'économie de marché, les droits de l'homme, elle est aussi un adversaire géopolitique qu'il s'agit de

contrer par les moyens les plus discutables : une propagande biaisée, l'immixtion dans les élections, le soutien, y compris financier, des partis politiques eurosceptiques d'extrême droite comme d'extrême gauche, les tentatives de séduction sur des responsables politiques de pays autrefois satellites de l'URSS. Bien entendu, la politique de voisinage de l'UE en direction d'Europe orientale est particulièrement mal vue et Moscou s'inquiète de la contestation en Biélorussie, qui pourrait faire échapper ce pays à la sphère d'influence russe. Dès 1998, l'UE avait conclu avec l'Ukraine un accord de partenariat et de coopération, remplacé depuis 2017 par un accord d'association. Autant de provocations pour Moscou, qui estime que la révolution ukrainienne de Maïdan de février 2014, qui a conduit à la destitution du président pro-russe Viktor Ianoukovitch, a été fomentée à l'Ouest. La réponse de Moscou ne s'est pas fait attendre. Dès le mois de mars, Moscou annonce le rattachement de la Crimée à la Fédération de Russie à la suite d'un référendum. L'UE, qui ne reconnaît pas cette annexion, inflige à la Russie une série de sanctions économiques et diplomatiques douloureuses pour la Russie. Ces sanctions ont été régulièrement reconduites depuis, d'autant plus que la Russie soutient le mouvement séparatiste dans l'Est de l'Ukraine en entretenant ainsi une tension permanente avec ce pays qu'elle tient à soustraire à l'emprise de l'UE comme de l'OTAN. L'adhésion à l'OTAN est un objectif déclaré de l'Ukraine.

D'autres sujets de discorde existent entre l'UE et la Russie. Celle-ci est intervenue militairement en Syrie en soutien du président syrien, dont le régime ne bénéficie guère des sympathies de l'UE. Par ailleurs la Russie soutient la Serbie, candidate à l'adhésion à l'UE, dans son refus de reconnaître l'indépendance du Kosovo, intervenue en 2008. L'UE, il est vrai, n'a pas de position homogène sur cette question, puisque cinq de ses États membres refusent, eux aussi, de reconnaître cette indépendance. La Russie, de son côté, entretient des liens étroits avec la Serbie, les deux peuples se considérant comme des « peuples frères ». Les deux pays sont même liés par un pacte militaire. Ce sont autant de facteurs ne facilitant pas la future adhésion de la Serbie à l'UE.

La Russie effectue plus de 40% de son commerce extérieur avec l'UE.

Un renouveau ?

Il n'en reste pas moins que les ponts ne sont pas véritablement rompus entre l'UE et la Russie. En matière économique, les deux parties ont clairement des intérêts communs. La Russie effectue plus de 40% de son commerce extérieur avec l'UE et elle approvisionne largement celle-ci en hydrocarbures, une situation faisant dire à certains observateurs que l'Union se met en état de dépendance, qui sera encore accentuée lorsque le gazoduc Nordstream 2 entre la Russie et l'Allemagne sera mis en service.

Certains États membres sont clairement favorables à une levée des sanctions et à une certaine normalisation de nos relations avec la Fédération de Russie. Qui ne souhaiterait améliorer ces relations ? D'autant plus que Russie et Chine se font les yeux doux. Emmanuel Macron a fait une tentative en invitant le président russe en août 2019 au Fort de Brégançon et en évoquant une « nouvelle architecture de sécurité » en Europe. L'idée est restée jusqu'ici sans suite, car la méfiance demeure. Macron est d'ailleurs convaincu que la Russie continuera à essayer de déstabiliser les démocraties occidentales. Il est clair aussi que la nouvelle Commission européenne « géopolitique » n'a pas les faveurs du Kremlin. Les lendemains qui chantent se font attendre. ■

Brexit's troubled summer

by Robert Cox

"The sovereignty-at-any-cost Brexiteers"

Financial Times

Throughout the summer slumber Brexit sometimes poked its troublesome head through cross-Channel politics, benighted with Coronavirus. Reports of "movement on both sides" gave way to leaked plans, like emergency food supplies, to protect UK citizens should a second coronavirus wave coincide with a no-deal Brexit. Another source warned of the Royal Navy stopping British fishermen clashing with European fishing boats. Threats of Scottish independence grew louder. It was all getting dramatic. There was more to come. In autumn the drama heightened. As *L'Écrin* went to press negotiation between Brussels and London hung in the balance between an imperfect agreement and none at all.

Johnson had earlier claimed in a speech that the UK would "prosper" with a no-deal Brexit. Barnier said the UK was now seeking a "low-quality, low-profile" agreement. "British negotiators show no real willingness to move forward on issues of fundamental importance for the EU." Then London threw a bombshell. It proposed legislation unilaterally overriding the Northern Ireland Protocol of the Brexit Withdrawal Agreement – a "humiliating and offensive threat" said Johnson. Even the Minister for Northern Ireland confessed that this would break international law. So did Toy grandees, including former prime ministers. The British political scene erupted into yet another apparent "crisis". Johnson's comfortable majority bounced the bill through the House of Commons. The new, young and Brexiteer MPs elected, largely in former Labour seats, in December were unimpressed by the protests of Tory old fogies, horrified at Britain breaking legal engagements. Johnson accused the EU of trying to "carve up our country". Ireland and the EU warned of a serious risk to the Irish peace process (the Good Friday agreement). So did Democrats in the US Congress, always sensitive to America's Irish lobby. Meanwhile the year-end deadline for consummation of Brexit draws threateningly closer. And with it growing fear of a no-deal Brexit combining with a new Coronavirus peak to inflict jointly even more damage on Britain's economy. Is it simply negotiation tactics? It is hard, however, to escape the feeling that the process has become badly unstuck and that the risk of hard Brexit is really on the cards. While waiting, let us recall briefly the substance.

A dog's dinner

The negotiation menu is essentially unchanged. Under the general heading of seeking a "level playing field" in future trade relations, the Commission is worried about Britain undermining competition by liberal use of state aids. [Ironically it was Britain's Conservative Commissioner, Arthur Cockfield, who stiffened EU state aids code and practice]'. Sovereign freedom to determine state aids is indeed a key issue in Britain's justification for trashing the Northern Ireland Protocol. At the heart of this is Tory Party dogma about the "freedom" that Brexit is supposed to bring. The Commission persists in wanting an ultimate policing or arbitration role for the European Court of Justice - another ideological red-line for Tories. Fisheries – politically sensitive on both sides of the Channel – get nowhere in the negotiation. The "regulation light" City of London continues to plead for "open-ended and permanent equivalence" in supplying ser-

vices in Europe's financial markets. Brussels is wary of letting London's staunch Brexiteer speculator hedge funds play their irresponsible games in Europe's financial markets. Other sticking points include UK lawyers' rights to practice in the EU; many are "cross-qualifying" in Ireland. The UK now also questions EU rules protecting speciality foods with restricted identity labels such as *champagne* and *feta*. British food traders want special protection for their continental markets. UK manufacturers want to count inputs from other EU trade partners as "British" - a practice known as diagonal cumulation, wide open to abuse. In other words – "cherry-picking" or "have your cake and eat it." Throughout this Britain's propaganda weaponry has constantly outgunned anything the EU can throw at it.

Continental observers will be forgiven if, contemplating Britain's domestic stressed political scene, they wonder if some sort of upheaval is on the cards, including the downfall of Premier Johnson, described as "irresponsible and perfidious" by one seasoned commentator and with similar language by others. This is probably premature. The party in power is not ready for a leadership contest. In the meantime a Johnson on the defensive, with a parliamentary majority of 80, rides his chariot of sovereignty. The reasons for caution run deep. Indeed, from the very beginning Brexit has been fundamentally ideological. The process remains firmly under the grip of the sovereignty-at-any-cost brexiteers, "the radical Eurosceptics who dictate Conservative European

policy" (Brendan Donnelly, *Federal Trust*). British business may face an estimated £7bn red tape bill under the Brexit border plan needing 215m customs declarations a year and 50,000 extra customs agents. Ideologists brush that aside.

Manifestations of sanity?

Meanwhile 2020 has seen the world become an increasingly unpredictable place. Doubtless with this in mind, in late August, Germany's defence minister Annegret Kramp-Karrenbauer hosted a first formal meeting of defence ministers in the "E3" grouping - France, Germany and the UK. The E3 has functioned solidly for almost two decades, notably over Iran, resisting American pressure to intensify sanctions in the UN Security Council. France and Germany want to keep the UK in the fold on security matters. "The main idea", said a French source, "is to have the UK involved one way or another" adding that "all three countries have something to gain." Yet this involves the very same UK that firmly refuses to countenance any mention of a foreign policy and security link between the partners in a future Brexit deal. Of late Whitehall sources are questioning further E3 cooperation. In matters of Brexit it is ideology that prevails in London. The irony and incoherence do not end here. Others in Brussels are thinking about how to engineer a strategic shift away from Britain.

For some the real test over the months ahead will be the EU's ability to translate into action the Council's decisions of July 21 to combat the economic consequences of Coronavirus (see João Mateus Tique's piece p.32 in this number of *L'Ecrin*). For some the crisis is driving forward plans for closer EU integration that, if implemented in full, "will leave the UK more politically and economically detached from the European mainstream than at any time in the past half-century." It has always been clear that a manifest EU success story is needed to turn the tide of public opinion towards Brexit in the UK. Otherwise there is no chance of any return to sanity and a Britain thinking again about its role in Europe.

Schuman's European Health Community and Covid-19

by David Price

On 12 December 1952, before representatives of European States, French Foreign Minister Robert Schuman opened a conference on the proposed creation of a European Health Community.

If politicians had listened, Schuman's Plan for a European Health Community would have solved many of today's Covid-19 problems and much more besides. How?

Robert Schuman, with Health Minister Paul Ribeyre on his right, opens the conference on the European Health Community at the French Ministry of Foreign Affairs. This European Health Community would have given Europeans today a streamlined machine to deal with a broad range of problems. It was not exclusively for the Europe of the Six. Those invited included Austria, still partly occupied by the USSR. It would have stretched from Turkey to Portugal, UK and Iceland in the West.

Today's Tumult

Today's virus tumult has already cost untold billions in damage to the economy. It will cost untold billions more over the coming years.

European top leaders met in an extraordinary five-day European Council in mid-June 2020 to work out a multi-trillion euro plan to rescue the European economy from mortal collapse. The world's largest trading unit is in danger of falling down as the centre of its historic age of prosperity it had enjoyed since 1950. That's when the first European Community set Europeans on a path to three-quarters of a century of peace and prosperity.

Today Europe is left with an uneven way for tackling the COVID-19 crisis. The Health Community, in contrast, aimed to provide a democratic and scientific way to reach consensus. It also had safeguards against global politics that today we see wrecking the western economy. Would it have saved lives ? Yes. Would the economy have avoided such a costly lockdown ? Yes.

The Community Thread

The European Community was a revolutionary idea of genius. Instead of war, it brought peace and prosperity. Instead of hatred, it brought trust among nations and cooperation between former foes. Five short years after the Second World War, on 9 May 1950, the French Government had proposed a European Coal and Steel Community, ECSC. What had the Health Community in common with Europe's first Community ? A lot, it would seem. It had very similar institutions.

Stopping War

Stopping the outbreak of a further war in Europe was the key concept behind the ECSC. It succeeded. By 2020 none of the Community's Member States had had attacked another for three-quarters of a century. No period in Western European history has witnessed such an event.

How did it stop war ? The first Schuman government in July 1948 proposed the formula: a democratic European Assembly - that saw light in Council of Europe - and a customs union. The Assembly was instrumen-

tal in setting up Europe's first Court of Justice. All States that joined the Council of Europe had to sign up to the Convention of the Human Rights and Fundamental Freedoms. Citizens could take their grievances against governmental abuse to the Court. It stopped governments slipping down the slope into autocracies, like the Nazis and the Fascists.

Europeans then benefited from the Coal and Steel Community that outlawed international cartels. The European Coal and Steel Community combined with the Council of Europe made major advances for all Europeans. That stalwart defence of democratic values and human rights is now clear to all who wish to study European history. But what was behind the European Health Community that Schuman proposed in 1952 ?

Its Purpose and Compass

Detractors called the Coal and Steel Community Schuman's *'Pool'* as if the only function was to share the resources of coal and steel. The European Health Community was therefore dubbed *'the White Pool'* to contrast it with the black pool of coal. Was the proposed Health Community merely going to share or pool white bandages, garments and pills ?

Far more !

Disease is as devastating as war. Health is the way to prosperity. Schuman's supranational idea of a European Community was focused on two goals: stopping the causes of war and creating prosperity in a zone of peace. Paul Ribeyre, the Minister for Health who worked on the project with Schuman, declared that the health of citizens was the first consideration of the State, to which all other values must be subordinated. The first duty of the Statesman was to assure the health of citizens because the foundation of the State depended on it. In scope the Community would extend far beyond France, far beyond the Europe of the Six.

On 16 September Paul Ribeyre presented his plans to the French Cabinet who gave him approval to take it to members of the OEEC, Organisation of European Economic Cooperation. This was the body set up following the US Marshall Plan, now called the OECD, the Organisation for Economic Cooperation and Development. Ribeyre invited Member States to join in this common effort of well-being. Besides the Six, it included Austria, Denmark, Greece, Iceland, Portugal, Sweden, Switzerland, United Kingdom and Turkey. Ireland was the only State to decline.

The Plan was merely a first step to broadening the domain of better health to a wider geographical boundary. Schuman left office in 1953. Opposition came from nationalist politicians and historians record, the subtle and persistent opposition of pharmaceutical firms and cartels.

We are paying the consequences of that opportunity missed. ■

En septembre 1952, le Conseil des ministres français adopte le projet de création d'une Communauté européenne de la santé (CES), proposé par le ministre Paul Ribeyre. En décembre, le gouvernement français, par la voix de Robert Schuman, soumet le projet aux États membres de l'OECE lors d'une conférence préparatoire à Paris, en vue d'un prochain traité qui aurait permis d'adopter formellement le principe d'une Communauté européenne de la santé. Le but est d'améliorer l'efficacité des dispositifs sanitaires des potentiels États membres en rendant leurs systèmes de santé plus performants par l'adoption de politiques supranationales et continentales. Suite aux réticences de certains États favorisant les cadres de coopération existants et au rejet du principe de supranationalité, le projet sera finalement abandonné.

Le plan de relance de l'UE : recul institutionnel ou Union plus proche des citoyens ?

par Félix Geradon

Lors du sommet marathon qui s'est terminé le 21 juillet, le Conseil européen a adopté un plan de relance ambitieux. Indépendamment du contenu de ce plan, penchons-nous un instant sur les modalités de son adoption.

La Commission, un simple secrétariat du Conseil ?

Dès le 23 juillet, Jean-Guy Giraud publiait sur le site des « Amis du Traité de Lisbonne» un article intitulé « Le plan de relance de l'UE : un saut fédéral très relatif» dans lequel il déplorait « une nouvelle altération de l'équilibre inter-institutionnel … qui revient à renforcer la prééminence du Conseil européen dans le processus décisionnel au détriment de la Commission et, plus gravement encore, du Parlement européen. »

Il précise ensuite :
« Ce phénomène est préoccupant pour plusieurs raisons :

- il constitue - de la part de la plus haute autorité de l'UE - une interprétation et une application abusives des règles constitutionnelles fixées par le traité,
- le Conseil européen limite très étroitement (voire usurpe) les compétences et le rôle d'initiative et de gardien de l'intérêt général de la Commission d'une part - ainsi que les fonctions de co-décision, d'assentiment et de contrôle démocratique du Parlement d'autre part,
- de par sa composition même, le Conseil européen est - de facto - centré prioritairement sur la protection des intérêts nationaux de chacun des 27 États membres et accessoirement de leur conciliation - tout en se trouvant, au surplus, étroitement contraint par la règle de l'unanimité. »

Le plan de relance a en effet été présenté comme l'initiative de deux gouvernements, et les différentes versions nécessaires pour atteindre l'unanimité comme des propositions du président du Conseil européen. La Commission serait ainsi apparue, selon J.-G. Giraud, comme un simple secrétariat du Conseil, réduisant ainsi à néant son rôle d'initiative et son indépendance. De même, le Parlement a été marginalisé et ses propositions ignorées par le Conseil européen. En résumé, ce sommet aurait permis de confor-

ter la thèse selon laquelle « l'Europe politique ne pourra se construire - et notamment faire face aux crises - que par l'intermédiaire des États réunis au sein du Conseil européen ». Cette analyse est pertinente et très largement correcte.

Une autre lecture tout aussi pertinente

Depuis des années, et même des dizaines d'années, nous assistons dans tous les États membres à un dénigrement systématique de l'Europe, de l'Union européenne, de Bruxelles, de la Commission. Même les ministres, après avoir adopté ensemble un règlement ou une directive, n'hésitent pas à en revendiquer les aspects positifs en rejetant sur la Commission ou sur l'Europe en général tout ce qui pourrait faire l'objet de critiques dans leur pays.

Mais lors de ce sommet marathon, on a vu les chefs d'État ou de gouvernement se battre pour obtenir le résultat qui serait le meilleur pour leur pays et tous en sont sortis en disant « J'ai gagné ». Les principales voix négatives qui se sont fait entendre par la suite regrettaient surtout que ce plan n'aille pas assez loin, ne soit pas assez ambitieux. Après toutes les critiques entendues pendant la phase aigüe de la pandémie (« L'Europe ne fait rien dans ce dossier », « L'Europe laisse tomber l'Italie et l'Espagne », …), l'accueil a été très largement positif dans l'opinion publique et on ne peut que s'en féliciter.

Alors qu'on reproche sans cesse à l'Union européenne d'être déconnectée des réalités, trop loin de ses citoyens, alors que les élections au Parlement européen connaissent des records d'abstentionnisme, les citoyens ont ici eu le sentiment que leurs pays, et donc eux-mêmes, étaient les gagnants de cette négociation et que l'Europe agissait enfin dans leur intérêt.

Il est incontestable que les deux institutions qui défendent l'intérêt commun, la Commission et le Parlement, n'ont pas eu dans ce dossier l'influence qui aurait dû être la leur et que ce sont les « intérêts nationaux » qui ont été mis en avant. L'intérêt commun est certes plus que la somme des intérêts nationaux. Mais n'est-il pas aussi dans l'intérêt commun, dans l'intérêt de la construction européenne, que les citoyens portent un regard positif sur ce plan de relance et que cela améliore leur regard sur la construction européenne et permette à l'Union européenne d'aller de l'avant avec le soutien de ses citoyens ? ■

Les citoyens ont eu le sentiment que leurs pays étaient les gagnants de cette négociation et que l'Europe agissait enfin dans leur intérêt.

TÉLÉ-SECOURS

Télé-Secours est une asbl spécialisée dans l'aide au maintien à domicile des personnes vivant seules ou avec un proche en situation de dépendance partout en Belgique. Elle propose un service simple, efficace et fiable d'assistance à distance qui relie en permanence l'abonné à son réseau d'aidants proches. Le service permet à celui-ci d'entrer en contact avec une centrale d'appels, 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7, en cas de chute, angoisse, malaise ou agression. Le système se compose d'un petit médaillon léger et étanche à porter autour du cou ou au poignet et d'un transmetteur d'alarme branché sur le téléphone. La centrale d'appels qui dispose des coordonnées des personnes de contact est le trait d'union entre l'abonné et ses proches. Télé-Secours intervient partout en Belgique francophone et néerlandophone.
www.tele-secours.be

UN STATUT OFFICIEL POUR LES AIDANTS PROCHES EN BELGIQUE

Le 1er septembre 2020, le statut « aidant proche » est officiellement entré en vigueur. En Belgique, 1 personne sur 10 vient régulièrement en aide à un proche en situation de dépendance. Un aidant proche est une personne qui vient en aide, à titre non professionnel et gratuit, à une personne de son entourage, conjoint, parent, ami, etc. Pour obtenir ce statut en Belgique, certaines conditions cumulatives doivent être remplies : avoir construit une relation de confiance avec la personne aidée, être en séjour permanent en Belgique et y être domicilié, apporter une aide continue ou régulière à la personne en collaboration avec au moins un professionnel de soins. Un congé spécial de la part de l'employeur peut également être obtenu si l'on consacre au minimum 50 heures par mois à la personne aidée. L'aidant proche qui suspend ou réduit son activité professionnelle peut prétendre également à une indemnité. S'il prend un congé d'aidant proche, il sera protégé contre le licenciement. Pour être reconnu comme aidant proche, il y a lieu, avec l'accord de la personne assistée ou de son représentant légal, de faire une demande à la mutuelle belge à laquelle on est affilié.

PARLANGI - CONNECT AND LEARN

« Parlangi » is a cooperative enterprise. It connects people from different generations, cultures, nationalities and backgrounds. People who want to learn a language are put in contact with native language speaking mentors. They can have regularly « chats » via Parlangi App and then create a link. The aim is to connect learners to people with a lot of experience, knowledge and skills. To become a mentor, interested people will currently need a pc or laptop with Windows 10, a good internet connection and a wish to meet people online from other horizons.
https://parlangi.net

PRIX SAKHAROV 2020

Le Parlement européen décerne chaque année le Prix Sakharov à des personnalités et des organisations exceptionnelles qui défendent les droits de l'homme et les libertés fondamentales. Cette année, il a été décerné à l'opposition démocratique en Biélorussie représentée par le Conseil de coordination et emmenée par sa figure de proue, Svetlana Tikhanovskaïa, principale candidate de l'opposition à Loukachenko. Le prix sera remis le 16 décembre 2020 à Strasbourg.

A NEW BUILDING FOR THE COMMISSION

The Office for Infrastructure and Logistics in Brussels (OIB) has signed an agreement to lease « The One », the new, iconic tower situated on rue de la Loi and chaussée d'Etterbeek. It is a brand new building that has energy efficiency superior to any of the other buildings. With its 22 floors of office space, it will accommodate approximately 1,700 Commission staff from next year. It is situated in the heart of the European quarter, with excellent connections to public transportation. OIB currently manages more than 60 buildings with a total surface area of approximately 1 million m2. This includes both owned property and leased buildings.
Source : My Intracomm

HOTEL BEETHOVEN

BOZAR is joining in the celebration of Beethoven's birth 250 years ago by setting up Hotel Beethoven, an exhibition about the famous composer and his legacy. While wandering through the different hotel rooms, the visitor can find out more about hearing and deafness, Beethoven's creative process, his view of the world and political issues, and the modernity of his music. There is also a room dedicated to his favorite instrument, the piano. It contains four historical pianofortes, showing how the instrument evolved during Beethoven's lifetime and how their unique sounds influenced the composition of music. Hotel Beethoven also wants to examine the composer's legacy through the eyes of artists both past and present. The exhibition is organized in the context of Germany's Presidency of the Council of the European Union, but do not forget to say « Ludwig van Beethoven » as his roots lie in the region of Mechelen in Belgium.
www.bozar.be

Covid-19 | Yves Coppieters

par Monique Théâtre

«Il faut que chacun évalue son risque individuel »

Yves Coppieters, médecin épidémiologiste, professeur de santé publique à l'ULB, expert indépendant pour la Commission spéciale d'analyse de la crise Covid-19 à la Chambre, répond à nos questions.

L'interview a été réalisée le 10 septembre 2020.

Comment peut-on expliquer la plus grande vulnérabilité des seniors face à la Covid-19 ?

Comme dans beaucoup d'infections respiratoires de type grippal ou autre infection par coronavirus, le principal facteur de risque est l'âge. Les personnes de plus de 65 ans sont plus à risque de développer des formes cliniques sévères ou des complications liées à ce type d'infection respiratoire. Cet élément a très vite été documenté, c'est donc un facteur de risque majeur. A cela s'associent ce qu'on appelle les co-morbidités, à savoir les pathologies chroniques dont on peut être porteur. Il y a donc un facteur cumulatif exponentiel, si on est âgé de plus de 65 ans et si on souffre d'une autre pathologie. Il existe un troisième facteur - sociologique - qui augmente cette vulnérabilité. On a en effet constaté que les seniors résidant dans des collectivités comme les maisons de repos et de soins avaient un risque de décès plus de 10 fois supérieur à celui des seniors du même âge qui vivent à domicile. Le fait d'être en collectivité augmente à la fois le risque d'être infecté mais également de développer des formes graves qui peuvent entraîner le décès. Il existe aussi une plus grande vulnérabilité, qui est très peu documentée, en cas de précarité (sociale, familiale, économique) car on sait que les seniors qui sont dans cette situation sont plus à risque car susceptibles d'adopter, par nécessité, des comportements moins prudents.

A l'heure actuelle, quel est le bilan de la pandémie en Belgique en ce qui concerne les seniors ?

Le taux de mortalité est de plus de 90% chez les 65 ans et plus. Il est d'environ 70% chez les plus de 85 ans. Il chute à 8% pour les moins de 65 ans. La mortalité est plus importante chez les femmes que chez les hommes, ceci est logique étant donné que l'espérance de vie y est plus longue. Par contre, la proportionnalité est inversée en ce qui concerne les cas positifs confirmés. Ceux-ci sont en nombre plus important chez les 20-60 ans et montrent une baisse d'environ 1/3 chez les plus de 65 ans. Donc moins de cas détectés chez les seniors mais avec un taux de décès plus important. Ceci démontre une forte vulnérabilité de cette population avec une distribution inversée de la positivité :

sur le nombre de tests réalisés par rapport au nombre de cas positifs, les plus de 65 ans ont un taux très faible, il est à moins de 2% alors que pour les populations plus jeunes, il est autour de 4%. La positivité des tests chez les seniors est plus faible, il y a donc une moindre circulation du virus dans cette tranche d'âge et ceci depuis mi-juin. En effet, les 65 ans et plus continuent à bien se protéger, en appliquant les gestes barrières, avec même parfois un auto-confinement. Il y a non seulement le climat général d'angoisse et de stress qui entraîne une limitation des contacts mais il y a aussi une prise de conscience très forte du danger qui incite à ne pas prendre de risques. Plus on est jeune, plus la positivité augmente. Par contre, le taux de mortalité chez les seniors est plus important.

Il faut diminuer le curseur de la peur, faire confiance aux gens et les rendre autonomes.

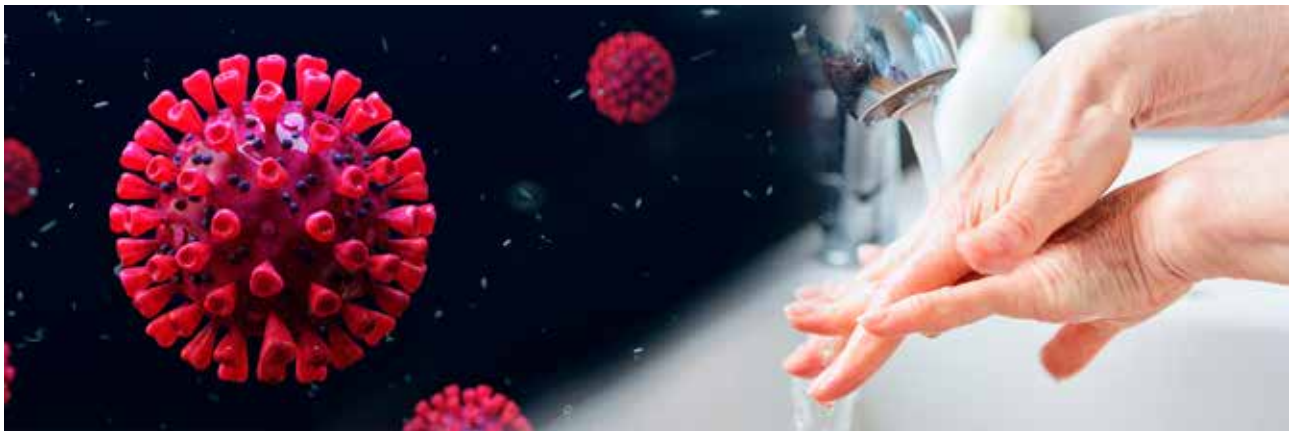
Peut-on imaginer que les seniors se voient appliquer à l'avenir des mesures spécifiques plus contraignantes que pour le reste de la population ?

J'ai du mal à imaginer des stratégies globales pour tous les seniors. Je suis en faveur de stratégies différenciées en fonction du niveau de risque de chacun. Puisqu'on va devoir encore vivre un certain temps avec ce virus, il faut que chacun évalue son risque individuel de transmettre la maladie vers l'extérieur mais aussi celui de tomber malade et de développer des formes graves. Le degré des gestes barrières ou d'auto-confinement doit partir d'une analyse individuelle. En fonction de son état de santé, on doit décider de reprendre telle ou telle activité sociale ou culturelle, de revoir ou non ses petits-enfants - en appliquant bien entendu les gestes barrières - et de minimiser ainsi les risques tout en reprenant une vie normale. Si, par contre, on se considère comme étant à haut risque, par exemple en cas de maladies chroniques, alors il convient d'adapter son comportement et de réduire ses contacts sociaux ou la proximité de ceux-ci. Il manque donc des propositions de mesures différenciées en fonction des caractéristiques et de la situation de chacun. Les pouvoirs publics ne peuvent pas les mettre en place mais pourraient donner les lignes directrices - tout en aidant chaque senior à trouver un moyen de fonctionnement adapté à sa situation. C'est vraiment basé sur une prise de conscience individuelle.

Une responsabilité collective et non individuelle par rapport aux plus fragiles.

Quel est votre sentiment quant à la situation des seniors à l'avenir ? Cette crise sanitaire va-t-elle modifier nos rapports inter-générationnels ?

L'aspect positif de cette crise est qu'il y a eu une solidarité inter-générationnelle envers les plus vulnérables dans le but de les protéger et surtout durant la période du confinement. On est capable dans notre société d'avoir une responsabilité collective et non individuelle par rapport aux plus fragiles. Mais cette situation n'est pas tenable sur le long terme. Je pense donc, comme déjà expliqué, que ceci relève de l'autonomisation de chacun. Je suis par exemple un grand-père, je connais mes risques et je connais ma famille. J'assume le choix de mon comportement - dans le respect des règles - et si je prends des risques, je dois prendre certaines mesures en conséquence comme me faire tester, etc. Et surtout rester prudent. La population se plaint de l'absence de contacts sociaux, de ce masque qu'il faut porter quasi en permanence dans la vie de tous les jours. Le problème est que le sentiment de peur ne fait qu'augmenter. On le constate lors des consultations en médecine générale et même à l'hôpital. Les gens viennent en consultation mais ont malgré tout peur. D'après moi, il faut diminuer le curseur « de la peur », le mettre plus bas tout en continuant à rester raisonnable par rapport au risque de transmission. Il faut faire confiance aux gens, les rendre autonomes en leur donnant les informations nécessaires. Communiquer clairement sur les risques



potentiels - une réalité qu'il ne faut pas cacher - et la manière de se protéger tout en reprenant une vie la plus normale possible. Il est également important d'avoir l'accompagnement d'un médecin généraliste et d'être soutenu sur le plan social et économique.

Quelles sont les perspectives de trouver un vaccin ?

Pour le moment, il n'y a que des effets d'annonce. 165 candidats au vaccin sont en lice mais in fine seule une dizaine seront capables d'être performants. Pour moi, le bout du tunnel ne sera pas le vaccin, en tout cas pas pour l'année à venir. Le bout du tunnel sera de trouver des traitements qui puissent soigner les formes graves de la maladie et de placer le curseur de la prévention au bon endroit, assurant une vie « normale », en équilibre avec les gestes barrières, le maintien de la vie sociale et économique et notre bien-être psychologique. Il faut être très prudent dans l'évaluation des promesses d'un vaccin éventuel car il y a énormément de lobbies derrière tout ceci et des enjeux économiques importants.

En l'absence de vaccin, doit-on se dire qu'on ne vivra plus jamais comme avant et que ces gestes barrières feront partie de notre quotidien ?

C'est tout à fait possible mais pas totalement garanti. On est loin de connaître exactement la manière d'agir de ce virus et ses mutations ne vont pas dans un sens alarmiste à ce stade. A l'heure actuelle, il continue de circuler mais les formes graves de la maladie diminuent. On peut imaginer qu'il y ait un facteur environnemental qui fasse disparaître le virus, comme cela a été le cas du SRAS qui a disparu spontanément après quelques mois. Il est donc impossible de faire des prévisions. Mais on ne peut pas continuer à maintenir des messages anxiogènes par rapport à cette inconnue fondamentale. L'immunité collective ? Il ne faut pas miser là-dessus. Elle serait de maximum 20% dans les pays européens et, surtout, elle est complexe, il n'y a pas que les anticorps, il y a toute une série d'autres phénomènes immunitaires qui participeraient à cette protection naturelle. En tout cas, sans vaccins efficaces et disponibles, elle ne fera jamais partie de la stratégie qui consisterait par exemple à lever les gestes barrières, c'est une certitude au stade actuel.

Le bout du tunnel ne sera pas le vaccin mais des traitements qui soignent les formes graves de la maladie.

Pour conclure, si chacun réfléchit à sa situation individuelle et adopte un comportement adapté et responsable, notre vie personnelle, culturelle et sociale peut être tout aussi riche qu'auparavant. ■

Coping with Covid

by Robert Cox

Die Pandemie macht uns auf schmerzhafte Weise klar, dass der Raubbau an der Natur zu weit gegangen ist.
Wolfgang Schäuble, *Die Zeit*, July 16, 2020.

Covid-19 for ordinary - and not so ordinary - citizens poses as many questions as it gives answers. Frustrated young citizens wanting to party may be forgiven for breaking the rules. Much fear stems from confusion and uncertainty. Information abounds, often conflicting, perhaps too much. Whom do you trust? Blaming governments and scientists does not suffice. The powerful and knowledgeable have themselves been fighting to keep up with the facts of Covid-19 since the outbreak. Consequences are sociological, psychological - and indeed economic (as João Mateus Tique tells us p. 32). Perhaps, it is about restoring balance between individual rights and community duties, thus challenging the neo-liberal advocates of a minimalist state.

A whole range of subjects batters citizens' ears. Here are a few. Which sectors, professions, activities deserve priority? For authorities choosing relief targets is a nightmare amid the cacophony of lobbies. The big employment horeca sector drowns under surplus beds, meals and drinks. Is mass tourism a threat to a sane society or a lifeline for millions? Motor-car manufacturers slump, their workers idle. Airlines park surplus aircraft in deserts (see Jürgen Erdmenger's analysis p. 34). Small firms, big firms which will suffer most? Will small shops go under leaving us increasingly at the mercy of supermarkets? Some believe that people will start thinking more locally - the "fifteen-minute city" idea. Some argue that the Coronavirus crisis will engineer great changes in our capitalist system and the globalisation associated with it. Could it even reverse the growth of inequalities? Clutching for straws amid the anxiety created by the virus, citizens search for light at the end of the tunnel. The opportunity to do things differently is certainly there. Can we exploit it?

Liberation or imprisonment?

Will there will be a shift towards more working at home? Hitherto reluctant employers are learning that it can work. But the limits are real. Webinars and other electronic communication techniques are not always reliable. Children tire easily from over-exposure to distance-learning. And miss their schoolmates' company. For so many citizens closeted in small apartments, often sharing space with frustrated teenagers, home-working can be hell. Motor mechanics, plumbers, electricians and masons cannot produce and fix things at an electronic distance. Doubtless more work will be done at home, if only for part of

a week. People do miss the informal contact and stimulus around the office coffee-machine. Reports have companies seeking to sell surplus office space - which could now be converted into homes. Suburban Parisians, Milanese and Berliners might now have opportunities to repopulate city centres. They are already enjoying less public transport commuting - thereby producing new headaches for city treasurers struggling to finance the debt of busses and trains. Cycling has boomed, even creating shortage of bikes, skills to repair them and opportunities to steal them. Will cycling to work be as attractive when winter sits in?

People do miss the informal contact and stimulus around the coffee machine.

Crisis highlights inequalities. Can it create scope to combat them? Education is a case in point. Parents fret about whether schools will be open and safe. Private education seems better placed to supply answers. Children in deprived inner-cities are less fortunate. The risk is of "millions of young minds going to waste". Covid-19 has sharpened citizens' focus on health workers and their burden of work and stress. In many parts of Europe poor remuneration of teachers, kindergarten staff and health workers has been a scandal for years. This is an opportunity to correct that inequality. There is also an opportunity to tackle other bad employment practices - not let Covid-19 pressures give employers an excuse for applying lower standards. This was dramatically revealed near the German town of Gütersloh where cheap, immigrant labour practices at a meat-packing plant unleashed a severe Coronavirus outbreak.

Staying green

Are climate change and Covid related? Many, like Schäuble, President of Germany's Parliament (quoted above), believe so. Others fear that the European Commission's Green Plan has lost it priority status to the EU's July Economic Reconstruction plan. Spanish conglomerate Iberdrola sees room to cash in on renewables opportunities. For one analyst: "Covid-19 and lower energy prices create a unique chance to steer the economy away from carbon … Getting economies back on their feet calls for investment in climate-friendly infrastructure that boosts growth and creates new jobs. Low interest rates make the bill smaller than ever. The world should seize the moment."

And Europe in all this? The European Council's €750 billion reconstruction package of July 21 unleashed optimism. One American commentator, depressed also about President Trump's damage to his own country, referred to "the Madison moment in Europe."[1] For researcher Sieglinde Gstöhl, "Europe has started to learn the language of power." Yes, a new wave of "Europtimism" is floating around. But, first, those decisions have to be completed and implemented. And how solid are the domestic politics of the two main movers - France and Germany? Citizens are reported as clamouring for Europe to "do" things. Yet they still remain conditioned by their national or regional identities. Identity politics thrive - not just in Poland, Hungary or England.

As the old soldiers' song had it - "It's a long, long way a-winding into the land of my dreams." ■

1. James Madison's decision to pool the debt of the original American states is said to have been the initiative that launched the USA.

Coronavirus : à quand une stratégie commune ?

par João Mateus Tique

Le coronavirus (Covid-19) a fait son apparition en décembre 2019 dans la ville chinoise de Wuhan située dans la province de Hubei. Le nombre de cas avait été sous-estimé au départ par l'OMS mais, depuis, une nouvelle méthode de détection a fait bondir les statistiques de propagation d'un virus qui a provoqué une véritable pandémie dont l'Europe occidentale est devenue de nos jours l'épicentre.

Dans un tel contexte, il était impératif de chercher en commun les moyens susceptibles de mieux connaître toutes les conséquences de cette pandémie (car elle sévit bien au niveau global) pour mieux la traiter ensemble dans un premier temps et la supprimer aussitôt que possible. Pourtant les vieux réflexes du repli sur soi ont déjà fait leur réapparition et avec eux aussi, la tentation du rétablissement des frontières intérieures par certains États Membres où un confinement plus ou moins sévère a été mis en œuvre, alors qu'il s'agit d'un problème européen qui devrait être traité par les Européens ensemble, chaque fois, autant que possible. L'Amérique de Donald Trump n'a pas hésité de son côté à interdire des vols en provenance de l'Europe en estimant que la COVID-19 est un virus étranger dont il faut se protéger car, à l'origine, et d'après son avis, les Européens n'auraient pas su bien gérer la crise.

Dans la perspective d'un effort de relance économique et sociale et après de longues délibérations, les 27 se sont finalement mis d'accord le 21 juillet 2020 sur l'octroi d'une aide de 750 milliards d'euros consacrés à la mise en œuvre d'un vaste ensemble de mesures associant le futur Cadre Financier Pluriannuel à l'effort de relance spécifique dans

le cadre de l'instrument « Next Generation EU » destiné à faire face à la crise provoquée par la pandémie dans les secteurs les plus touchés. Par ailleurs les dirigeants de l'UE se sont entendus sur un budget à long terme de 1.073 milliards d'euros couvrant la période 2021/2027 (voir document du Conseil du 23/04/2020) pour soutenir notamment les investissements dans le cadre de la transition numérique et verte. Avec l'enveloppe déjà attribuée de 540 milliards d'euros en faveur des travailleurs, des entreprises et des Etats Membres, le plan de relance global de l'UE s'élèverait à 2.364 milliards d'euros.

Sur le terrain, le nombre de malades souffrant de COVID-19 augmente de façon exponentielle avec ici et là des motifs d'espoir, vite déçus par l'inquiétude d'une reprise de la pandémie. Faute de vaccin ou d'un traitement éprouvé contre la maladie qui a déjà fait plus de 750.000 morts au niveau mondial (août 2020), le coronavirus continuera à sévir, particulièrement en Europe, où sont concentrés, d'après le bilan établi par l'AFP (juillet 2020), les deux tiers des 12,6 millions de patients enregistrés dans le monde depuis le début de la pandémie et dont 6,7 millions seraient considérés comme guéris.

La nécessité d'une action coordonnée

Pour certains comme Enrico Letta, Président de l'Institut Jacques Delors, le seul moyen d'éviter le pire du point de vue économique, financier et finalement politique, serait d'apporter une réponse radicale et coordonnée à la pandémie mais pour cela nous aurions besoin d'un pacte européen, élargi ensuite au G7, de façon à affronter le virus et ses conséquences économiques dans une logique de grande croisade mondiale. Pour d'autres, la crise sera lente et elle peut nous affecter toute l'année 2020 et suivantes car la COVID-19 arrive dans une Europe affaiblie par le Brexit et très divisée entre l'Est et l'Ouest. De plus,

le virus sévit dans des pays où la croissance est proche, voire inférieure à 0 et qui comptent de nombreux foyers d'euroscepticisme.
L'Europe et le monde ont connu d'autres tragédies et ont su surmonter avec détermination ce qui semblait figé à jamais. Faisons donc confiance aux jeunes générations pour remettre le train sur les rails d'une humanité plus organisée, plus consciente d'elle-même et de ses potentialités. Il est vrai qu'un long chemin reste encore à parcourir, celui de la coordination des actions à entreprendre par les grandes puissances mondiales en vue d'assurer la gestion la plus efficace et la moins pénalisante pour les diverses économies concernées par la crise.

Repli sur soi ou assistance mutuelle

Dans un tel univers d'incertitude, l'assistance mutuelle entre les grandes puissances est donc plus que jamais nécessaire pour arriver à l'élaboration et à la mise en œuvre d'une stratégie commune de lutte contre une pandémie qui ne baisse pas la garde. En effet, le coronavirus doit être considéré comme l'ennemi commun de la planète, contre lequel toutes les ressources nécessaires pour vaincre cette guerre doivent être engagées car faire cavalier seul dans les conditions actuelles ne ferait que prolonger la lutte, pour un résultat incertain et, au bout du compte, un coût humain et économique bien plus élevé. ■

Turbulenzen *in der europäischen Zivilluftfahrt*

von Jürgen Erdmenger

Renaud Denuit hat in seinem Beitrag im ECRIN Nr. 91 geschrieben, dass das goldene Zeitalter der Zivilluftfahrt zu Ende sei. Ihn interessierte dies besonders unter dem Gesichtspunkt des Klimaschutzes. Denuit hat aufgezeigt, wie verheerend die Covid-19-Krise sich auf den Luftfahrtsektor auswirkt.

Auf den europäischen Flugrouten gab es zu Beginn der Krise über 80% weniger Flüge[1], im Sommer stieg die Zahl der Flüge wieder etwas an[2], die Flughäfen sind noch immer erheblich leerer, Arbeitsplätze gehen verloren, die Staaten geben den großen Fluggesellschaften mit Genehmigung der Kommission massive finanzielle Unterstützungen, um sie über die Krise zu retten.

Welches ist die ökonomische Bedeutung des Sektors? Um welche Passagierzahlen[3] geht es bei diesem großen Rückgang? Wie gravierend sind die Auswirkungen auf die europäische Wirtschaft und die Mobilität in Europa? Welchen Einfluss hatte und hat die EU Luftverkehrspolitik? Hierzu ein paar ergänzende Bemerkungen zu dem Beitrag von Denuit.

Die Zivilluftfahrt hat wie die anderen Verkehrsträger strategische Bedeutung für das Funktionieren des Binnenmarktes und des Außenhandels der EU. Die Freizügigkeit von Personen und Gütern braucht

effiziente Möglichkeiten der Mobilität. In der Vor-Corona-Zeit sorgte die Luftfahrt für rund 5 Millionen Arbeitsplätze und trug mit etwa 300 Milliarden Euro oder 2,1% zum Bruttosozialprodukt der EU bei. Im Jahr 2018 reisten in der EU 1,1 Milliarden Passagiere mit dem Flugzeug. Bei 500 Millionen Einwohnern in der EU bedeutet dies so viel, als machte jeder EU Bürger pro Jahr zweimal eine Flugreise. Entsprechend beeindruckend waren die Zahlen auf den 450 Flughäfen der EU. Um nur die vier größten zu nennen: 2018 wurden abgefertigt : in London Heathrow 80 Millionen Passagiere, in Paris Charles de Gaulle, Amsterdam Schiphol und Frankfurt/Main jeweils rund 70 Millionen. Das ist ein Vielfaches der Einwohnerzahl einer dieser Großstädte.

Diese Zahlen machen das Ausmaß des Rückgangs deutlich, wenn man annimmt, dass die Zahl der Passagiere etwa im gleichen Umfang zurückgeht, wie die Zahl der Flüge. Mancher von uns wird in der Vor-Corona-Zeit über die langen Wege auf den Flughäfen geklagt und nun im Fernsehen die leeren Hallen und die langen Reihen von Flugzeugen am Boden gesehen haben. Die Feriensaison 2020 hat einen kleinen Aufschwung gebracht haben, aber mit den Vorjahren sind die Ströme der Flugtouristen diesmal zum Leidwesen der Reisebüros und Hotels nicht zu vergleichen. Und mit dem Herbst tritt wieder mehr Ruhe ein, da auch die Geschäftsreisenden von früher jetzt Videokonferenzen vorziehen.

Wachstum bis wohin ?

Wie kommt es, dass der Flugverkehr in der EU ein solches Ausmaß angenommen hatte, dass der Rückgang jetzt in der Corona-Zeit besonders schmerzhaft ist?

Blicken wir 30 Jahre zurück. Mit der Vollendung des Binnenmarktes 1992 hat die EU auch die entscheidenden Schritte getan, um die Zivilluftfahrt von staatlichen Interventionen zu befreien und marktwirtschaftliche Freiheit einzuführen. Bis dahin konnten Fluggesellschaften nur in andere Staaten einfliegen, wenn dafür in bilateralen Verträgen die Genehmigungen, die Kapazitäten, die anzufliegenden Ziele und die Preisspanne ausgehandelt waren.[4] Die EU hat diese Verträge durch eine einheitliche multilaterale Ord-

1. Zahlen bei EUROCONTROL: im April 2020 ca. 87% weniger als im April 2019

2. Im Juli 2020 rund 55% weniger als im Vorjahresmonat.

3. Auch der Luftfrachtverkehr ist von erheblicher wirtschaftlicher Bedeutung. Hier wird darauf nicht näher eingegangen, um die Ausführungen nicht zu überlasten.

nung ersetzt: Jede Fluggesellschaft, die eine Betriebsgenehmigung eines Mitgliedstaats erhalten hat, kann innerhalb der EU ihre Flugverbindungen frei wählen und zu ihren Zielen fliegen, so oft und zu welchen Preisen sie will, soweit die Landekapazität der jeweiligen Flughäfen reicht.

Auf diesem europäischen Luftverkehrsmarkt entwickelte sich der Wettbewerb. Neue Fluggesellschaften wurden gegründet, mehr Verbindungen zu mehr Zielflughäfen wurden geschaffen, die Preise fielen[5]. Neue Bevölkerungsschichten konnten sich das Fliegen, insbesondere für ihre Urlaubsreise, leisten. Das Wachstum begann. 1993 gab es in Europa 360 Millionen Fluggäste, 2015 waren es 918 Millionen, 2018 die erwähnten 1,1 Milliarden. Die jährlichen Wachstumsraten lagen bei 6%. Ohne das Corona-Virus sahen die Prognosen kein Ende dieses Wachstums voraus.

Und nun ?
Renaud Denuit hat Recht, wenn er vom Ende des goldenen Zeitalters solchen Wachstums spricht. Eine grundsätzliche Neuorientierung der Luftfahrtpolitik ist erforderlich und zwar nicht nur in der EU, sondern weltweit. Denn die durch das Corona-Virus geschaffenen Turbulenzen bestehen anderswo genauso wie in Europa. Die hohen Passagierzahlen aus der Zeit vor der Krise werden wahrscheinlich nicht wieder erreicht werden. Das Virus hat Grenzen des Wachstums bewirkt, welche die Politik bisher nicht ernsthaft konzipiert hatte. Die Fluggesellschaften werden schrumpfen müssen, staatliche Subventionen können zwangsläufig nur für Übergangszeiten gewährt werden.

Und so bestehen jetzt die Gelegenheit und die Notwendigkeit, den Klimaschutz konsequent auf die Zivilluftfahrt auszudehnen, ohne dass dabei die strategische Funktion der Verkehrsunternehmen für die Mobilität vernachlässigt wird. Die EU kann und wird, so ist zu hoffen, insoweit mit ihrer „Strategie für eine nachhaltige und intelligente Mobilität“ im Rahmen des Grünen Deals[6] eine Vorreiterrolle in der Welt übernehmen. Bis 2050 soll die Klimaneutralität des europäischen Kontinents erreicht werden. Hier muss der Verkehrssektor als Ganzes - Schiene, Straße, Wasser und Luft - ins Auge gefasst werden. Die Luftfahrt wird auch bei Anlastung ihrer externen Umweltkosten[6] dort ihre Rolle spielen, wo sie gegenüber den anderen Verkehrsträgern ihre komparativen Vorteile hat. Das ist z.B. bei langen Überseestrecken der Fall. Andererseits werden beispielsweise Hochgeschwindigkeitszüge auf mittleren Entfernungen zwischen Ballungsräumen dem Flieger den Rang ablaufen. ■

4. Die Höhe der Tarife vereinbarten die Gesellschaften untereinander in ihrer Dachorganisation IATA (International Air Transport Association)
5. Noch 2019 waren last minute Flüge zu 25,- Euro nach Mallorca keine Seltenheit
6. Bisher gibt es nur in den Niederlanden und in Norwegen eine Kerosinsteuer für den Inlandverkehr (Wikipedia)

Turbulences dans le transport aérien européen

Jürgen Erdmenger nous expose par des chiffres impressionnants le développement fabuleux du transport aérien européen pendant les trente dernières années. En même temps il nous fait comprendre l'ampleur du recul de l'activité de ce secteur provoqué par le Coronavirus.
En 1993, au moment de la libéralisation de l'aviation civile par la politique commune de transport, 360 millions de voyageurs ont pris l'avion en Europe. En 2018, c'était 1,1 milliard, donc trois fois plus. Au début de la crise Covid-19, le nombre de passagers a chuté de presque 90% en comparaison avec la même période de l'année précédente. La plupart des avions des compagnies sont restés cloués au sol. Pendant la saison touristique de cet été, il y eut une petite reprise, mais le nombre de passagers est toujours resté en dessous de 50% de la saison 2019. Les perspectives ne sont pas roses.
Quel sera donc l'avenir de ce secteur, important pour la mobilité des personnes et des biens, mais en même temps un des grands pollueurs responsables du changement climatique ? Les paramètres de son avenir doivent être définis dans la « Stratégie pour une mobilité intelligente et durable » dans le cadre du « Green Deal » que la Commission européenne vient de proposer.

COVID-19
un bilan rassurant pour le personnel des institutions

par Monique Théâtre

Après six mois de situation sanitaire mondiale sans précédent, qu'en est-il de la population des actifs et pensionnés des institutions ? Bruno Fetelian, chef de l'unité Assurance maladie et accidents (PMO.3), dresse le bilan.

L'interview a été réalisée le 31 août 2020.

La population des affiliés au RCAM (Régime commun d'assurance maladie) est actuellement de 170.000 (actifs, pensionnés et ayants droit).

Quels sont les indicateurs ou statistiques concernant le nombre de cas de Covid-19 et ceux des décès liés à cette maladie ?

Avant toute chose, je désire faire une mise en garde : les chiffres que je vais vous livrer sont à prendre avec beaucoup de réserve. Les lecteurs le comprendront aisément étant donné qu'il est difficile pour le RCAM de répertorier tous les cas et que les pathologies peuvent être multiples.

De manière générale, le bilan est plutôt rassurant. A ce jour (1er septembre), nous avons été informés de quelque 110 cas qui, je pense, se répartissent plus ou moins équitablement entre actifs et pensionnés. Concernant les décès, il semblerait qu'il y en ait eu très peu, trois ou quatre cas de décès directement dus à la Covid.

Pour la situation spécifique de la Belgique, entre 60 et 65 cas de contamination nous ont été rapportés. Ceci est sans doute dû au fait que la population des pensionnés communautaires en maisons de repos - où la situation a souvent a été très pénible - n'est pas très élevée et qu'un comportement prudent a été adopté. En Italie et en Espagne, où l'on se serait attendu à un pic au début de l'épidémie, le nombre de cas rapportés est également marginal.

Malgré ce bilan rassurant, vous vous dites quelque peu préoccupé pour l'avenir. Quelle en est la raison ?

Je vous répondrai avec des chiffres précis qui parlent d'eux-mêmes. Au mois de mars 2020, le RCAM a reçu 39.000 demandes de remboursement. Dès le mois d'avril, ce chiffre a chuté à 21.000 et au mois de mai à 22.000. Sur les deux mois et demi de confinement, nous sommes passés du double au simple. Depuis juin, les chiffres remontent quelque peu. Au niveau logistique, certes, malgré l'absence physique dans les bureaux et le télétravail des collègues, la gestion de ces demandes, vu leur moindre nombre, n'a pas posé de problème majeur. Malheureusement, cela met en évidence un élément important : certains affiliés ont négligé leur santé. La phobie d'attraper la Covid s'est

installée et a occulté tout le reste. Certaines pathologies, soit bénignes, soit déjà installées, n'ont pas toujours pu faire l'objet d'une visite chez le médecin et, dans certains cas, l'auto-médication ou tout simplement la négligence ont primé. J'espère me tromper mais je crains donc que ceci affecte sensiblement la santé de notre population et que l'on risque d'en voir les conséquences sur le long terme.

Quelques mots pour conclure ?

La Covid-19 est une maladie difficile à cerner, même si l'on commence à mieux la connaître aujourd'hui. Statistiquement bénigne dans la grande majorité des cas, elle peut cependant être dévastatrice, en particulier chez les personnes cumulant certains facteurs de risques spécifiques. Il convient donc d'être prudent, sans pour autant céder à l'angoisse ou l'excès de précautions qui, eux aussi, peuvent causer de gros dégâts.

Je tiens à rappeler que le RCAM est un système d'assurance dont la mission première est de rembourser de façon encadrée les frais liés à la maladie, en suivant des règles strictes. Mais le RCAM est également un régime de solidarité qui est là pour aider les collègues en cas de situation de santé difficile. Si le RCAM n'a pas vocation à se substituer aux autorités de santé nationales ou aux services médicaux des Institutions, comme par exemple en ce qui concerne les campagnes de tests gratuits, il sera toujours présent auprès de ses affiliés, en particulier les plus fragiles pour les aider à surmonter les difficultés financières liées à leurs dépenses de santé.

En conclusion, prenez soin de vous et ne négligez pas votre santé qui est votre bien le plus précieux. ■

Comment se faire tester ?

Si vous devez faire un test PCR (Polymerase Chain Reaction test), le mieux est de contacter votre médecin traitant ou un laboratoire (le test PCR a pour but de vérifier si vous avez le SARS-CoV-2, à savoir le virus qui cause la Covid-19). Si vous désirez qu'un test sérologique soit réalisé (pour voir si vous avez développé des anticorps contre le SARS-CoV-2), vous devriez contacter votre médecin traitant pour savoir si ce test est utile dans votre cas. Ces tests peuvent alors être prescrits par votre médecin traitant. La liste des laboratoires en Belgique où les tests peuvent être réalisés est publiée sur MyIntracomm.

Remboursement des tests

Tout test de diagnostic (PCR, CT-scan) ou toute autre méthodologie approuvée, de même que les tests sérologiques, sont remboursés au même taux que n'importe quel examen médical, sous certaines conditions. Ces tests ne seront remboursés que s'ils sont prescrits par un médecin et dans les conditions établies par les politiques de santé en vigueur dans le pays où ils sont exécutés. Ceci signifie qu'ils sont remboursés par le RCAM :

- à 85% pour les tests conformes aux critères de remboursement ;
- à 100% au cas où la Covid-19 a été reconnue comme maladie grave.

Il faut être conscient que le RCAM procédera également à la vérification des montants facturés (et la clause d'excessivité sera appliquée si nécessaire).

Si le test est rendu obligatoire par les autorités nationales à des fins de politique de santé publique, le remboursement n'entre pas dans le champ d'application du RCAM mais sous la responsabilité de l'autorité qui le rend obligatoire.

Le personnel en télétravail, un modèle pérenne ?

par Jocelyne Gaudin

Le 28 janvier 2020, la présidence croate de l'Union active le dispositif IPCR (Integrated Political Crisis Response), mécanisme intégré permettant une prise de décision rapide et coordonnée de l'UE en cas de crise.

Cette mesure pro-active, prérogative de la présidence de l'UE, vise à assurer que les Etats membres soient préparés à tous les développements possibles d'une crise dès qu'elle est identifiée. Du mode "partage de l'information" via la création d'une plateforme spécifique, l'IPCR/Covid est passée à partir du 2 mars en mode "activation totale", permettant l'élaboration de propositions d'actions concrètes par le Conseil.

Un Commissaire européen à la Gestion des crises.

En fait, dès le 9 janvier, la DG Santé de la Commission avait initié le système d'alerte précoce et de réaction (SAPR), suite au signalement en Europe de premiers cas confirmés de malades atteints de la Covid-19, permettant l'échange d'informations sur les mesures initiées par certains Etats membres. A partir de cette première initiative, la Commission, dotée pour la première fois d'un Commissaire *"Crisis management"*[1] Janez Lenarčić, active un large éventail de mécanismes existants, d'abord pour faciliter le rapatriement de citoyens européens (notamment depuis la Chine), puis pour soutenir la création de plateformes de partage de données de recherche, pour organiser des appels d'offres conjoints pour des équipement de protection ("priorité gros acheteur" pour des masques, tests, …), pour permettre d'échapper à certaines clauses contraignantes du pacte de stabilité, etc. Face au risque de crise économique, elle mobilise des moyens pour l'analyse de différents secteurs d'activité (tourisme, transports, …) et des chaînes de valeur. La stratégie numérique (adoptée en février 2020) gagne en importance, une adaptation du programme de recherche *"ERAvsCorona Action Plan"* ouvre notamment la voie à des financements ciblés. Le 27 mai, dans le cadre d'un Recovery Plan, un nouvel instrument de relance est proposé, *"Next Generation EU"*. Des avances d'achats de vaccins et de médicaments sont décidées durant l'été, les règles applicables aux marchés des capitaux sont modifiées pour en faciliter l'accès, certaines règles fiscales reportées, une plus grande flexibilité des règles en matière d'aides d'Etat est introduite, des instruments sectoriels spécifiques s'adressent aux agriculteurs et au secteur agroalimentaire, aux PME, au transport aérien, etc.

Un fonctionnement à plein régime par écrans interposés et appels téléphoniques

Parallèlement à la mise en place de ces mécanismes, les Institutions prennent dans l'urgence des mesures relatives au travail de leur personnel.

Le 12 mars, la *Commission européenne* demande à ses employés de "télétravailler", sauf pour des fonctions critiques (peu ou non spécifiées) : au départ, dans certaines équipes, une alternance présence et télétravail est prévue une semaine sur deux, finalement

jusqu'à 90% du personnel doit travailler depuis son domicile.

Le 12 mars également, les *Ecoles Européennes* ferment, elles ne rouvriront effectivement qu'en septembre.

Quelques jours plus tôt, le 9 mars, le journal "Le Soir" titrait sur l'annulation de la *"transhumance mensuelle"* du *Parlement européen* de Bruxelles à Strasbourg. Le journal "Le Monde" parlait d'un *"vaisseau fantôme"* à partir du 16 mars, ce qu'il est largement resté, puisqu'aujourd'hui encore les réunions plénières sont organisées pour l'essentiel à distance, et les fonctionnaires ne sont présents physiquement qu'entre 10 et 30 % du temps, selon leurs fonctions.

Entre le 10 mars et le 19 août, le *Conseil européen* réunit ses membres par vidéo-conférence ; en revanche le *Conseil européen* spécial de juillet, qui a discuté du projet de budget et des mesures de relance, s'est tenu en "présentiel". Du côté du *Conseil de l'Union*, la quasi totalité des réunions des ministres "sectoriels" se font par vidéo-conférence, mais à partir de fin juillet, les réunions informelles programmées par la présidence sont organisées, en présentiel, dans différentes villes allemandes.

A Luxembourg, dès la mi-mars, la *Cour des Comptes* interdit toute visite dans ses locaux, puis incite le personnel à travailler à domicile, annule les voyages professionnels non essentiels, reporte les réunions internes, événements et formations professionnelles non essentiels ; la *Banque Européenne d'Investissement* demande à l'ensemble du personnel (hormis certaines fonctions critiques) de travailler à domicile.

La *Banque Centrale Européenne* à Francfort, pour sa part, a d'abord demandé à son personnel de rester à domicile le lundi 9 mars, afin de tester "grandeur nature" son plan d'urgence en cas de crise, notamment la mise à l'épreuve de l'infrastructure informatique et l'identification des problèmes essentiels résultant d'un travail à distance pendant une période prolongée.

La crise sanitaire, une cause de force majeure

Dans une note au personnel du 14 septembre, la DG HR confirme que la Commission est encore en phase 1 (sur 4) du plan d'action pour un retour progressif au travail. Jusqu'à la fin du mois de septembre, le télétravail reste donc la norme si les tâches peuvent être effectuées à distance. Pour les autres tâches, le principe d'alternance hebdomadaire télétravail/présence, toujours sur base volontaire, au sein des équipes concernées est maintenu.

Voyages professionnels annulés, réunions reportées

Un flou juridique avait pu exister au moment du passage inattendu et brutal vers le télétravail au début de la crise. Les « *Guidelines on teleworking in Commission departments during the Covid-19 pandemic* », adoptées le

16 juin 2020, clarifient la situation. La Décision de la Commission de 2015 encadrant le télétravail autorise dans son article 4(5) à déroger, pour cause de force majeure, aux modalités de mise en oeuvre du télétravail fixées dans ladite Décision. Ces directives fournissent ainsi, pour cette situation dérogatoire, un cadre très précis concernant notamment le lieu d'exercice, les horaires et le temps de travail.

Une étude d'impact ex-post nécessaire pour en tirer les enseignements.

De même, la note au personnel prend en compte certaines interrogations, par exemple : est-il possible, dans l'intérêt du service, de se passer d'une connaissance pratique et régulière des multiples situations communautaires, souvent acquise au contact des collègues venant de tous les horizons ? Le personnel est encouragé à venir de temps à autre au bureau pour renouer avec l'environnement de travail et les collègues.

Ainsi, l'irruption massive du télétravail a progressivement mis en pratique un cadre et des habitudes de travail spécifiques qui, peut-être - ou certainement ? - influenceront l'organisation interne des Institutions au-delà de la crise sanitaire actuelle.

La bonne réactivité au télétravail dans le cadre de la pandémie pourrait-elle conduire à le pérenniser et à repenser les méthodes de travail des Institutions ?

Ce recours massif au télétravail, dicté par la pandémie, n'a pas fait l'objet d'analyses de faisabilité ex-ante, que ce soit en termes de tâches attendues des Institutions, d'infrastructures ou de conditions de travail du personnel. Une étude d'impact ex-post de cet "épisode" exceptionnel serait certainement utile, voire nécessaire, pour en tirer les enseignements - positifs ou non- préalablement à une éventuelle décision de pérennisation. En effet, le journal belge « L'Echo » rapportait le 12 septembre que des réflexions seraient en cours au Parlement européen et à la Commission pour, selon ce journal, réfléchir "à tirer les bénéfices de cette organisation en télétravail", et considérer ce développement "comme une opportunité pour moderniser, numériser et flexibiliser les méthodes de travail communautaires".

En première lecture, en se limitant à l'activité de la Commission, on pourrait arguer que le nombre d'initiatives prises pendant la pandémie n'a pas été restreint par le travail à domicile du personnel.

Face à l'urgence, les difficultés rencontrées par certains, telles que des systèmes informatiques surchargés aux moments critiques, des équipements privés (laptop par exemple) inadaptés à la charge de travail, une multiplication de réunions à distance, des réticences à discuter de sujets sensibles via Skype, Zoom ou WhatsApp et l'éloignement, voire l'isolement, par rapport aux collègues et à la hiérarchie, ont été très largement admises par le personnel. Toutefois, la mobilisation et la motivation de celui-ci pour travailler dans les mêmes conditions, hors situation exceptionnelle de crise, seraient-elles identiques ou s'essoufflerait-elles ? ■

Dans l'intimité de **Robert Schuman**

par Daniel Güggenbuhl

Une visite virtuelle au refuge lorrain de Robert Schuman à Scy-Chazelles, aujourd'hui transformé en musée.

En cette année du 70ème anniversaire de la Déclaration Schuman, nous vous invitons aujourd'hui, chers Lecteurs, à une promenade du côté de Scy-Chazelles, un village lorrain du département de la Moselle situé dans les environs immédiats de Metz et dominant la vallée de la Moselle. Il est devenu célèbre pour abriter l'ancienne demeure de Robert Schuman, une gentilhommière modeste et sans ostentation, tout à l'image de son propriétaire, typiquement lorraine avec ses grands volets en bois et sa couleur ocre. Schuman, homme de la frontière et biculturel franco-allemand, avait été élu député du département de la Moselle en 1919 au titre de l'Union républicaine lorraine, un parti conservateur démocrate-chrétien proche de l'Église catholique. En 1926, il acheta cette demeure, où il aimait se retirer et où il mourut en 1963 à l'âge de 77 ans. Elle est aujourd'hui propriété du conseil départemental de la Moselle, qui l'a rénovée et transformée en musée. Celui-ci est complété par un espace muséographique à la mémoire du grand homme. Un grand jardin à la végétation très variée, véritable petit jardin des plantes, complète la propriété.

La Déclaration du 9 mai 1950

C'est dans cette maison que fut préparée, lors d'un week-end du mois d'avril 1950, la célèbre Déclaration du 9 mai que prononça Schuman, alors ministre des affaires étrangères français, dans le Salon de l'Horloge du Quai d'Orsay, et considérée comme le texte fondateur de la construction européenne. Le 9 mai est devenu par la suite la Journée de l'Europe, que nous appelons familièrement la Saint Schuman, traditionnellement fériée dans les institutions européennes. Cette an-

née, du fait de la crise sanitaire et du confinement généralisé, le 9 mai a été fêté dans des conditions particulières qui ont incité la Fondation Robert Schuman, centre de recherche de référence sur la construction européenne, à mettre sur son site une visite virtuelle de la maison de Robert Schuman révélant le cadre dans lequel il vécut sa vie solitaire, dépourvue de grandes passions sinon celle des livres, et aidé par une gouvernante dont on dit qu'elle était sourde. Entrons donc dans cette maison, où nous pouvons nous promener librement.

Le cadre de vie du grand homme

La salle à manger est très modeste avec sa petite table. Au-dessus de la cheminée nous remarquons une assiette décorative en émaux de Longwy rappelant les racines transfrontalières de Robert Schuman. La cuisine attenante fleure bon les années cinquante avec sa cuisinière chauffée au bois, son vaisselier, ses ustensiles de l'époque, ses meubles en bois et son réfrigérateur ventru sur lequel est posé un petit poste de radio. Nous passons par une porte, surmontée d'un crucifix, pour monter à l'étage et nous dirigeons vers la chambre de Robert Schuman, où nous avons la surprise de découvrir un lit non pas en bois, mais en laiton. Une grande armoire rustique contient des livres, des ancêtres nous contemplent depuis les murs et une fenêtre donne sur le jardin. Une porte ouverte permet d'apercevoir la salle de bain attenante. Des livres, on en retrouve dans le bureau, une grande pièce où on découvre aussi un piano à queue, un gros poste de radio de l'époque, un divan et, au mur, une œuvre d'art représentant la ville de Luxembourg. Observons en passant que la collection de livres de Robert Schuman comprenait initialement quelque 8.000 volumes, mais que la plupart de ses livres ont été dispersés, selon son souhait, lors de deux grandes ventes aux enchères. En poursuivant la visite, nous découvrons encore la chambre de la gouvernante, très sobre avec son lit en bois et sa table de chevet, comme nous nous y attendions.

Nous redescendons et nous rendons au garage, où se languissent une Simca Aronde et une vieille bicyclette. Dans le fruitier, de grandes corbeilles et des bocaux de fruits mis en conserve selon le procédé «Weck» reposent sur de massives étagères. Enfin nous pénétrons dans la chambre mortuaire, où une vierge en bois veille à côté du lit : elle a été offerte à Schuman en mai 1960 par les députés de l'Assemblée parlementaire européenne. La sépulture de Schuman se trouve dans l'église fortifiée de Scy-Chazelles, à proximité immédiate de sa demeure. En fin de visite et encore émus de tout ce que nous avons vu, nous pénétrons dans l'église. Un grand drapeau européen nous y accueille. C'est là que repose ce grand homme d'État et ce grand Européen. ■

Multilingualism in Africa

by Noël Muylle

"Of all elements which characterize an individual, from physical appearance to clothing, language is the most obvious".
Amadou HAMPÂTÉ BÂ

Retirement from the world's largest conference and interpreting service, the European Commission's Directorate-General for Interpretation (SCIC), reminds one of the good fortune to have worked in a multicultural - and hence multilingual - environment dedicated to communication, negotiation, and cooperation for a Europe united in diversity. Such is the importance of languages as essential tools for global understanding and identity.

In 1958 the Council of Ministers defined the European institution's initial language regime. With successive enlargements the Union spread from four official and working languages to the 23 of today, all on an equal footing. The idea of replacing them all by a single « lingua franca » got nowhere. The need to train highly qualified language "brokers" quickly became obvious. These would help build Europe at all levels, enabling social contacts, business networks and peaceful relations between people, regions, and continents.

In 2008 the author got a UN mandate to study university language curricula and language needs and shortages on the African market, and joined the UN in Nairobi. African reality, it soon became apparent, is a continent with more than 2,000 tongues, offering a natural and fertile ground where African and European languages meet and interact. And this within national, regional and sub-regional borders and institutions, as well as through relations with the international community promoting growth and partnerships. With few exceptions, highly skilled language professionals - translators and interpreters - were scarce. So were adequate centres of learning and fully fledged training programs. There was also a tenacious will to turn away from informal training towards MA academic programs, driven by a quest for excellence and the harmonization of legal and administrative terminology.

This led in 2008 to the author's report entitled « Languages Matter », a summary of facts and figures underlining Africa's huge potential to use its multilingualism as a tool to sustain national and regional growth for peace and stability. It highlights too the importance, for democratic legitimacy, of using local languages for humanitarian interpreting in hospitals, courts, and public administrations.

The proposal was to safeguard quality of academic programs by establishing a « Pan African Masters Consortium in Interpretation and Translation » (PAMCIT), built upon the Gigiri Declaration signed in 2009 by five universities in Egypt, Ghana, Mozambique, Kenya and Cameroon, and open to new partners. Its goal was to define, to the extent possible, a common curriculum and pedagogical content, strengthened by digital platforms and enforced through objective and independent quality assurance mechanisms with support from European universities.

Detailed academic research and framing of « linguistics for development », a term coined by Henry Tourneux from France's CNRS, was indeed necessary. As were case studies and tools intended to turn skills into jobs covering real needs, foster cooperation between European and African universities, and raise awareness among political authorities and decision makers. Proposed too were innovating models of multilingual education, demonstrating the non-commercial added value of languages, to help meet growing market needs in the emergent continent of Africa. This research is in line, in concrete terms, with the Millennium Development Goals, the Cairo Declaration, the Cotonou Agreement, NEPAD (New Partnership for Africa's Development), the UNESCO action plan, and the Erasmus Mundus program. The overarching goal is to help higher education institutions fulfill their role of sustaining development, covering the needs of the labour market, and curbing the brain drain.

Commission DG SCIC (Interpretation) and DEVCO (International Cooperation and Development) have provided invaluable pedagogical and financial support for this concrete project. It has « delivered » already 200 highly qualified « language brokers » to cover real needs in Africa. Languages matter. Multilingualism is not a luxury in Africa, but an asset. ■

Notre patrimoine culturel

Un catalyseur puissant pour l'avenir de l'Europe

par Jimmy Jamar
Directeur
d'Europa Nostra Bruxelles

Le vaste monde de la culture et du patrimoine culturel a été particulièrement touché par la pandémie, entraînant de graves répercussions culturelles, sociales et économiques pour les professionnels et les bénévoles du patrimoine. La crise a cependant mis en valeur la diversité des facettes de ces deux domaines, en identifiant une série d'opportunités qui peuvent être particulièrement utiles dans la recherche de solutions pour l'après-crise.

L'Europe et le monde luttent actuellement pour surmonter une crise sans précédent causée par la Covid-19. Ils doivent définir des politiques solides pour rétablir et relancer nos sociétés et nos économies. Les domaines de la culture et du patrimoine culturel occupent une place particulière, non seulement par leur importance en termes d'emplois et leur impact sur l'économie, mais également par le rôle essentiel qu'ils jouent dans la vie de nos sociétés. Dans ce contexte, l'Alliance européenne du patrimoine a décidé de lancer, le 9 mai 2020, Journée de l'Europe, un message de solidarité, d'espoir et d'unité aux dirigeants et aux citoyens de l'Union. Le « Manifeste de la Journée de l'Europe » témoigne de la détermination de l'Alliance à contribuer à la reprise sociale et économique de l'Europe, ainsi qu'à l'avancement à plus long terme du projet européen. Le patrimoine culturel doit, selon les promoteurs de l'initiative, servir de catalyseur pour favoriser une transformation durable et positive de notre société. Les 50 associations qui composent l'Alliance ont identifié sept domaines où le patrimoine culturel a un rôle particulier à jouer dans le reprise :

« Soigner » l'Europe

En temps d'urgence sanitaire, le patrimoine culturel joue, et continuera de jouer, un rôle essentiel pour le bien-être physique et mental des hommes et des femmes qui composent notre société. La référence au bien-être représente un concept holistique qui englobe des besoins émotionnels, sociaux, culturels, spirituels et économiques, permettant aux individus de se déployer pleinement et de participer à la vie sociale au maximum de leurs capacités. Investir dans le patrimoine culturel signifie investir dans la santé publique, le bien-être et l'amélioration de la qualité de vie.

« Etre » l'Europe

Au moment où le monde entier est confronté à une profonde transformation de nos modes de vie et de pensée, le patrimoine culturel et les valeurs communes de l'Europe constituent un repère particulièrement utile. Ils assurent le lien entre nos racines, nos identités et nos traditions. La participation et l'engagement en faveur du patrimoine culturel nous permettent de mieux appréhender notre diversité et de l'utiliser comme source d'enrichissement. A l'heure où se prépare la grande conférence sur le Futur de l'Europe, la culture et le patrimoine apparaissent indiscutablement comme l'un des éléments qui relie les Européens entre eux.

Assurer la transition numérique de l'Europe

L'épidémie de Covid-19 a souligné l'importance cruciale de l'accès numérique au patrimoine culturel. À un moment où les gens cherchent à se rapprocher tout en restant physiquement éloignés, les organisations du patrimoine de toute l'Europe ont été particulièrement actives. L'Europe a le potentiel d'occuper une place importante dans les domaines de l'intelligence artificielle et de l'apprentissage automatique sur la base de principes humanistes et éthiques. C'est l'un des défis de la crise que l'Europe devra impérativement relever.

Contribuer à une Europe plus verte

Dans le cadre du « Pacte vert pour l'Europe », nous devons veiller à ce que la dimension culturelle de la

transition écologique de nos sociétés et de nos économies soit pleinement prise en compte. Notre patrimoine culturel, en ce compris nos paysages culturels, est sérieusement menacé, chacun le sait, par le changement climatique. Il en va ici de la sauvegarde de nos villes et de nos sites historiques, de la protection des forêts, des espaces maritimes, de notre patrimoine agricole et gastronomique.

« Régénérer » l'Europe

Les avantages de l'investissement dans le patrimoine pour la régénération des villes et des régions sont clairement démontrés. Dans l'identification des mécanismes pour pallier les effets de la crise, notamment dans le domaine crucial de l'emploi, les dirigeants européens devraient s'inspirer de la richesse offerte par le monde du patrimoine, notamment à travers la diversité de ses « métiers », pour accompagner et amplifier la reprise sociale et économique, stimuler l'innovation sociale et économique, et contribuer à l'amélioration de notre cadre de vie.

« Vivre » l'Europe

Face à l'impact catastrophique de la pandémie sur l'industrie du tourisme, qui menace directement 13 millions d'emplois, le Manifeste soutient l'appel en faveur d'un « plan de sauvetage de l'UE pour le tourisme ». Le tourisme a besoin du patrimoine culturel, comme le patrimoine culturel a besoin du tourisme. Avec plus de 500 millions de visiteurs en 2019, l'Union européenne est, de loin, la première destination touristique du monde. Plus de 40 % des flux touristiques au sein de l'Union

sont motivés par des raisons culturelles, avec des conséquences parfois inquiétantes quant à la capacité de nombreuses villes ou sites de gérer cet afflux. La crise qui nous frappe doit être l'occasion de reconsidérer de manière radicale notre politique touristique, en promouvant des formes de tourisme plus innovantes, plus durables et plus diversifiées.

S'ouvrir sur le monde

Enfin, comme l'a illustré la crise actuelle, l'interconnexion, en même temps que la fragilité de nos structures globales, offrent à l'Europe une occasion unique de renforcer son rôle constructif dans la gestion des affaires du monde. La culture et le patrimoine culturel constituent à cet égard des facteurs essentiels pour renforcer le respect, la compréhension et la confiance mutuels, conditions préalables à une plus grande solidarité et coopération au niveau mondial. L'Europe doit impérativement utiliser ses richesses culturelles pour promouvoir ce processus : il en va de sa crédibilité et de son rôle futurs.

Par sa diversité et sa richesse, le secteur du patrimoine est à la confluence de l'ensemble des priorités de l'Union et constitue potentiellement, de ce fait, un des axes fondamentaux de la reprise. ■

L'Alliance européenne du patrimoine, dont Europa Nostra assure la coordination depuis 2011, regroupe une cinquantaine de réseaux européens et internationaux actifs dans le domaine du patrimoine culturel, et représente à ce titre plusieurs millions de citoyens européens. Vous pouvez signer le Manifeste via le site d'Europa Nostra à l'adresse suivante : www.europanostra.org

von Jürgen Erdmenger

Apollo in Brüssel

ZU DEN FRESKEN PAUL DELVAUXS IM HAUSE PÉRIER

« Warum in die Ferne schweifen ? Sieh, das Gute liegt so nah … ». Dieser Vers wird manchem von uns in Brüssel durch den Kopf gegangen sein, als er überlegte, wohin er in diesem Corona-Sommer reisen könnte.

Also, auf an die belgische Küste, möglichst an einen nicht überfüllten Strand. Weit im Westen, nahe der Grenze zu Frankreich empfiehlt sich der kleine Ort Sint-Idesbald. Dort lockt nicht nur der fast leere Strand mit einem kurzen Stück richtiger Dünen, sondern auch das kleine hübsche Museum, das dem Maler Paul Delvaux (1897-1994) gewidmet ist. Dieser lebte und arbeitete etliche Jahre seines Lebens in Sint-Idesbald.

In dem Museum gibt es in diesem Jahr etwas Besonderes. Natürlich wissen viele von uns einiges über Paul Delvaux und kennen seine surrealistischen Bilder. Aber selbst gute Kenner hatten bisher keine Gelegenheit, die Fresken zu bewundern, mit denen Delvaux von 1954 bis 1956 die Bibliothek im Hause des früheren Präsidenten der Sabena, Gilbert Périer (1902-1968), avenue Louise 573, ausgeschmückt hat. Das Privathaus ist nicht öffentlich zugänglich, aber im Museum in Sint-Idesbald gibt es jetzt eine anschauliche Reproduktion der Fresken, oft in natürlicher Größe.

Delvaux hat die eine große Seitenwand der Bibliothek in seiner bekannten Manier ausgemalt: Er vermischt die Zeitepochen der griechischen Klassik mit der Moderne des 19. und 20. Jahrhunderts. So sehen wir im Zentrum des Freskos die Säulenfront eines dorischen Tempels, sein weißer Marmor frisch blau und rot bemalt, so als hätten die alten Griechen das Werk gerade vollendet. An der linken Seite des Bildes schreitet die Familie Périer in den Kleidern unserer Zeit die Treppe vor ihrem Haus herunter auf den Vorplatz des Tempels.
Bei genauerem Studium erkennt man, dass Delvaux als Vorbild für den von ihm gemalten Tempel die Westfassade des Zeus Tempels von Olympia auf dem Peleponnes genommen hat. Im Giebelfeld hat er die Figurengruppe wiedererstehen lassen, die einst vor Ort den Tempel schmückte. Im Zentrum

steht die erhabene Skulptur des Gottes Apoll, der mit majestätischer Geste im Kampf der Lapiten gegen die Zentauren den Ersteren den Sieg zuerkennt. Wer diese hoheitliche Gestalt des Gottes Apoll im Museum von Olympia einmal gesehen hat behält sie für immer im Gedächtnis. Ob Gilbert Périer Delvaux gebeten hat, sie für ihn zu malen ?

Die Ausstellung in Sint-Idesbald enthält in mehreren Räumen weitere Reproduktionen der Fresken aus dem Hause Périer. Delvauxs Lieblingsthema, die Frau, findet man in vielen Variationen, gekleidet in teils klassischen, teils modernen Gewändern, meist mit dem in sich gekehrten, träumerischen Blick aus großen schwarzen Augen, wie man es von Delvauxs Bildern kennt. Eine Besonderheit findet man in der lebensgroßen Darstellung eines Gastmahls aus klassischer Zeit, an dem die berühmten griechischen Philosophen Sokrates, Plato, Aristoteles und andere teilnehmen. Sie sitzen am Tisch unter einem Kronleuchter aus venezianischen Gläsern, wie es sich für den Surrealismus gehört.

Wegen des Corona Virus ist die Ausstellung bis zum nächsten Frühjahr verlängert. Wer Lust hat, kann zusätzlich die sehenswerte ständige Sammlung des Museums besuchen. Das Museumskaffee nebenan ist gemütlich und empfehlenswert. In zehn Minuten kann man vom Museum zum Strand und den Dünen gehen. Alles ist geruhsam und idyllisch. Da lohnt sich die Tagesreise an die Küste. ■

L'auteur attire notre attention sur une exposition temporaire extraordinaire qui se tient actuellement au Musée Paul Delvaux à Saint-Idesbald près de Coxyde à la côte belge. Il s'agit des reproductions, en partie en taille originale, des fresques réalisées de 1954 à 1956 par Delvaux pour la maison bruxelloise de Gilbert Périer, ancien président de la Sabena. La maison n'étant pas accessible au public, c'est une occasion unique de prendre connaissance de ces fresques. Un de leurs aspects singuliers est que, dans un des principaux tableaux, Delvaux a reconstitué en peinture le temple de Zeus à Olympie dans le Péloponnèse. Le temple en style dorique montre au fronton la bataille des Lapithes contre les Centaures avec au centre une grande sculpture du Dieu Apollon qui mène les Lapithes à la victoire. Évidemment, l'aspect du temple produit l'effet surréaliste de représenter la famille Périer descendant l'escalier de sa maison, en costumes du début du 20ième siècle, pour gagner la place devant le temple.

Statistiques, erreurs et mensonges

par Michel Vanden Abeele

Cet article de Michel Vanden Abeele, ancien directeur général d'Eurostat, a été publié dans la Tribune libre du journal « La Libre » du 18 mai dernier. Il nous rappelle à juste titre qu'il convient de faire preuve d'une certaine prudence face aux statistiques, tout particulièrement en cette période de pandémie.

Il règne une certaine confusion lorsqu'on utilise le terme « statistique ». Surtout en ces moments où l'on tente de trouver une explication à un phénomène nouveau, inconnu et créateur d'angoisse.

La statistique peut concerner l'observation de données physiques, mesurables ou reproductibles qui permettent la vérification d'hypothèses. Elle est un élément essentiel de la méthode scientifique.

Une autre acception du terme statistique concerne tout ce qui a trait aux activités humaines, la société, l'Etat. Il s'agit d'une activité - une science disent certains - fondée sur le dénombrement ou le regroupement de faits nombreux : la natalité, la mortalité, le nombre d'accidents ou de malades. A partir de séries statistiques établies selon des méthodes précises et documentées, il est possible d'établir des tableaux complexes, des représentations graphiques voire des modèles mathématiques permettant, grâce aux méthodes de calcul de probabilité, d'établir des prévisions ou des présomptions. La statistique devient alors un outil de gestion, par exemple pour les assureurs ou pour aider la décision publique.

Il n'est pas étonnant que les premières statistiques - les recensements - aient été commandées par le Prince pour compter, connaître et contrôler la population de son Etat. En Mésopotamie, les Sumériens, dès l'invention de l'écriture, établissent des inventaires relevant les activités commerciales de la population. En Egypte ancienne, l'écriture hiéroglyphique rend possible l'établissement des inventaires des produits et des populations sur lesquels étaient perçues les taxes. Dans la Bible, Joseph et Marie doivent se rendre à Bethléem pour répondre au prescrit romain en matière de recensement qui impose le comptage au lieu d'origine. Imaginez les mouvements de population si une telle méthode était toujours appliquée !

Dans l'Union européenne on connaît mieux le nombre de vaches que d'Européens.

Actuellement les données démographiques sont établies sur d'autres méthodes basées, en Belgique par exemple, sur les déclarations à l'État civil dans les communes, depuis que l'on a abandonné le recensement par enquête individuelle des ménages. Mais ces données sont incertaines, mouvantes ou incomplètes : comment sont répertoriés les SDF, les non-résidents, les étrangers non enregistrés ? Si bien qu'il est impossible de préciser le nombre de personnes qui se trouvent à un moment donné sur le territoire d'un pays comme la Belgique. Que dire alors de pays sans administration ou en guerre. Dans l'Union européenne on connaît ainsi mieux le nombre de vaches que d'Européens ; depuis la crise de la vache folle tout le bétail est muni - en principe - d'une fiche plastique d'identification attachée à l'oreille depuis sa naissance, pour des raisons sanitaires ou pour le calcul des subsides agricoles. Il est heureux que les technocrates n'aient pas encore eu cette idée pour compter les bébés en Europe !

Tout questionnaire, tout fichage ne supprime pas l'erreur ou la fraude. Qui peut jurer n'avoir pas été imprécis, avoir oublié volontairement ou non de répondre exactement aux formulaires administratifs, voire dissimuler certains chiffres, notamment en matière fiscale. La dissimulation de la vérité, le mensonge volontaire ou par omission polluent toute la chaîne d'information et les bases de données. Les séries statistiques ne mentent pas ; elles sont inertes. C'est la cueillette de l'information qui est face à l'erreur ou au mensonge.

L'erreur est donc inhérente à toute donnée statistique. Les statisticiens eux-mêmes le concèdent et ont mis tout un appareil mathématique complexe pour expliquer le degré de fiabilité des données publiées et se mettre à l'abri des interprétations abusives ou biaisées. Il s'est développé ainsi une science statistique faite de doutes et de clauses de prudence d'autant plus nécessaires que l'on s'éloigne de la simple arithmétique faite d'additions, de multiplications ou de pourcentages pour aller vers le calcul des probabilités. L'utilisation de données pour la prévision conduit aux sciences de l'aléatoire dont on perçoit l'utilité pour nombre de domaines comme la physique, l'économie, la gestion des entreprises et surtout maintenant la médecine. Mais on sait également la limite de toute modélisation, surtout dans les sciences humaines.

La prudence est de mise lorsqu'on examine toute donnée statistique. Il faut se poser la question de l'honnêteté, de la rigueur, de l'origine et de la véracité des sources. Cela d'autant plus que l'on cite des données complexes qui seront reprises dans les médias. Les agrégats statistiques sont utiles pour les comparaisons mais doivent faire l'objet de vérifications comme cela se fait pour les chiffres fournis à Eurostat par les États membres de l'Union européenne. Il n'est pas rare que surviennent des cas qui doivent être confrontés à l'expertise de comités composés de statisticiens désignés par les États membres avant leur publication par Eurostat.

Il en a été ainsi pour le « mirage statistique » survenu en Irlande lorsque le Produit Intérieur Brut déclaré de ce pays a augmenté de quelque 26 % en 2015 alors qu'il s'agissait d'un phénomène de relocalisation pour des raisons fiscales de plusieurs firmes multinationales dans le domaine pharmaceutique ou de l'informatique dont les actifs productifs ou les royalties sur les brevets sont désormais comptabilisés en Irlande sans pour autant que les Irlandais soient devenus subitement plus riches. Il en a été de même quand la Commission européenne a procédé aux corrections des chiffres fournis par la Grèce en matière de déficit public qui est passé de 1,7% en 2003 à 4,6% après correction ou tromperie délibérée sur la surévaluation des ressources fiscales, la mauvaise comptabilisation des transferts financiers européens ou des erreurs dans l'amortissement des dépenses militaires. Ces exemples montrent qu'il ne faut pas accorder une confiance totale aux chiffres même fournis par des États ou des organismes officiels internationaux.

Il existe une mythologie du chiffre. Quoi de plus sérieux qu'un article illustré d'une batterie de chiffres accompagnés de tableaux et de graphiques, supportés par des « études d'experts ». En tout cas il faut garder l'esprit critique. D'abord d'où viennent les chiffres, qui les a récoltés, pour qui et comment ? Quels sont ces experts, leurs intérêts et leur financement ? Ces questions devraient être à la base de tout esprit critique dont on sait que c'est une qualité fort peu commune.

L'argumentation politique se nourrit de chiffres. La soi-disant neutralité du chiffre renvoie à l'autorité scientifique. Peut-on concevoir un débat sur la politique sanitaire sans chiffres et sans comparaison de données internationales dont personne ne peut justifier l'exactitude. Le chiffre fait désormais argument d'autorité surtout s'il est cité par un « expert » dont personne ne peut juger du sérieux. Au cours du débat, on fera référence à un autre « expert » qui lui citera d'autre chiffres, tout aussi incertains …

Il est bon, à ce propos, de citer le mot de Churchill : « Je ne crois aux statistiques que lorsque je les ai moi-même falsifiées ». ■

Giuseppe Ciavarini Azzi,
toute une carrière au Secrétariat général

par Monique Théâtre

Le Secrétariat général de la Commission ne serait pas ce qu'il est s'il n'avait pu compter en son sein notre ancien collègue Giuseppe, bras droit d'Emile Noël et véritable pilier de ce service.

Giuseppe (Pino pour les intimes) est né à Naples le jour de Noël 1938. C'est là qu'il a vécu les dernières années de la 2ème guerre mondiale. Il se souvient qu'enfant, il voyait la nuit du balcon de la maison familiale des lueurs d'un rouge éclatant sans savoir encore aujourd'hui si elles émanaient des bombardements sur Naples en 1943 ou de l'éruption du Vésuve en 1944. C'est ensuite à Rome qu'il fait des études de droit à la « Sapienza ». Tout jeune, il se découvre une forte aversion pour les nationalismes et un intérêt marqué pour le supranational. Il comprendra par la suite qu'une de ses premières priorités est de participer à la construction européenne. Il découvre la Commission lors du stage effectué en 1961 chez Jacques-René Rabier. Il multiplie à cette occasion les contacts internes et externes. Il est rapidement conscient que, malgré les énormes difficultés du moment et les hésitations qu'avait alors Spinelli, le prophète italien du fédéralisme, le processus initié par les traités de Rome est la seule voie pour avancer. Il deviendra ainsi responsable d'une association étudiante pro-européenne affiliée au Mouvement européen italien.

En 1964, il intègre la Commission CEE où il est affecté au Secrétariat exécutif qui deviendra rapidement, à la Fusion des exécutifs, le Secrétariat général de la Commission unifiée. Il y fera toute sa carrière et collaborera avec Emile Noël durant 23 ans, jusqu'au départ à la retraite de celui-ci en 1987. Il avoue n'avoir jamais senti le besoin de changer de service. Ayant malgré tout évoqué cette possibilité auprès de son « patron », comme il l'appelle affectueusement, celui-ci lui aurait répondu :

La manière de communiquer d'Emile Noël était empreinte d'une courtoisie d'une autre époque. « Vous m'obligeriez » pour demander un travail à ses collaborateurs.

« Vous me désoleriez ». Giuseppe est donc resté. Il sentait que ce mentor était pour lui une véritable chance et qu'il était le seul à pouvoir lui apprendre le « métier ». Il a occupé des fonctions très différentes selon les circonstances, ce qui lui a permis de diversifier ses expériences. Lorsqu'on évoque Emile Noël avec lui, il tient tout d'abord à rappeler fièrement les propos que Jacques Delors a tenus dans ses Mémoires : « L'un des Pères de l'Europe ». Giuseppe, qui a côtoyé Emile Noël durant de si nombreuses années, se souvient de certains détails comme sa fameuse serviette « bombée », avec laquelle il repartait chez lui le soir, bourrée de documents destinés à occuper une partie de sa nuit. Si on lui faisait parvenir une note en fin de journée, on était sûr de trouver la réponse sur son bureau le lendemain matin dès 8 heures. Sa manière de communiquer avec ses collaborateurs était empreinte d'une courtoisie que l'on qualifierait de désuète, mais qui lui était naturelle. « C'est chic à vous » pour dire merci. « Vous m'obligeriez » pour demander un travail. Il ne donnait jamais d'ordre et cette manière de communiquer fonctionnait à merveille.

S'il faut se souvenir de moments plus difficiles, Giuseppe évoque sans hésiter la crise de la chaise vide qui éclata au printemps 1965, à peine quelques mois après son arrivée à la Commission. Il s'agissait là de la première crise existentielle de la Communauté européenne. La France du général de Gaulle avait déclaré la Communauté en crise et ne participait plus aux réunions des organes communautaires. Jean Monnet, alors président du Comité d'action pour les Etats-

Unis d'Europe, s'employait à transmettre à ses interlocuteurs parisiens des réflexions pouvant pousser la France à modifier sa position. Il avait demandé à Emile Noël des éléments d'information pouvant faciliter sa démarche. Giuseppe a donc collaboré à la préparation de ce dossier épineux. Ce travail en coulisses ne s'est véritablement terminé qu'avec la fin de la crise en janvier 1966. Le fameux compromis de Luxembourg fut considéré à l'époque comme un match nul. Ce n'était pas le cas. Le Conseil des ministres ne vota plus à la majorité, que la décision à prendre fut importante ou pas. Le retour à une pratique courante du vote communautaire n'interviendra que beaucoup plus tard, lorsque la Communauté connaîtra une relance avec Jacques Delors. La première fille de Giuseppe est née durant cette crise institutionnelle et au moment où les choses ont changé avec Delors, elle avait 20 ans. Depuis lors, les avancées et les crises se sont succédé. Dans ses diverses fonctions, Giuseppe a vécu tous les moments historiques qu'a traversés l'institution.

Un autre dossier important que Giuseppe a traité durant sa carrière concerne les régions ultra-périphériques. Ce terme était inconnu alors, il a été inventé pour qualifier ces régions éloignées, situées en dehors du territoire européen, et appartenant à la France, à l'Espagne et au Portugal. Se posait alors le problème de l'application des politiques communautaires à ces régions compte tenu de leur situation spécifique. C'était un problème sensible et non dénué d'aspects politiques. Tout a commencé par les DOM français. Sur proposition de Delors, la Commission a créé en 1985 un groupe inter-services que Giuseppe a présidé. Il a fallu négocier avec les Etats membres et avec les régions en question, ce qui n'a pas été simple, mais des conclusions acceptées par tous ont pu être dégagées qui font désormais l'objet d'un article du Traité (art. 349 TFUE). Le champ d'activité de Giuseppe fut extrêmement vaste, ses fonctions de coordination le mettant en contact avec l'ensemble des institutions et avec les administrations nationales.

Parti en pension en 2001, Giuseppe a continué son action en faveur de l'intégration européenne. Il a enseigné à Sciences Po Paris durant plus de dix ans dans le cadre d'un cours sur le fonctionnement des institutions de l'UE qui a abouti à la création du Master en Affaires européennes. Il est également membre de l'OIE (Observatoire des institutions européennes) créé par Sciences Po. Il a publié dans ce contexte plusieurs articles et a participé à la création d'une base de données servant à mieux comprendre la suite donnée aux propositions de la Commission. Il est également membre du Comité de rédaction de la Revue des affaires européennes. Il a été parmi les premiers membres du Comité qui, avec l'ensemble des Anciens, a collaboré à l'histoire de la Commission - projet Histcom (3 volumes publiés jusqu'à présent, de 1958 à 2000).

Marié et père de quatre enfants dispersés en Europe, Giuseppe a à coeur de transmettre à ses huit petits-enfants sa foi en l'Europe et … les chansons napolitaines qu'il aime. Lorsqu'on l'interroge sur son état d'esprit actuel et sa vision de la Commission, il reste confiant : les difficultés actuelles sont réelles mais la Commission joue son rôle. « Si j'étais face à la présidente von der Leyen, je ne pourrais que l'encourager à persévérer sachant que notre force c'est le Traité. » ■

Dominique Dedeken, dévouée aux enfants et aux seniors

par Monique Théâtre

Il suffit de croiser le sourire de Dominique ou d'entendre son rire communicatif pour comprendre que son dynamisme et sa joie de vivre ravissent tous ceux qui la côtoient. Des plus jeunes aux plus âgés … pour lesquels elle se dévoue sans compter.

Entrée en 1974 comme puéricultrice à la crèche Clovis de la Commission, Dominique a réalisé son rêve et ce à quoi elle se destinait, s'occuper des tout petits. Elle y est restée 24 ans durant lesquels elle n'a eu de cesse de chouchouter, langer, réconforter, amuser et dorloter les bébés dont elle avait la charge. L'externalisation en 1998 d'une certaine catégorie de personnel dont celui des crèches l'a amenée à intégrer le service « Achats » de la DG IX (ex-DG HR) où elle s'est vue notamment confier la responsabilité des produits de luxe et du « food » français et grec de l'Economat. A la fermeture de celui-ci, elle a rejoint le service social où rapidement elle s'est occupée des pensionnés, d'abord auprès du secrétariat de l'AIACE Internationale, ensuite au sein du nouveau secteur des Relations avec les anciens. Elle y a retrouvé certains parents de bébés de la crèche, désormais partis à la retraite et enchantés de voir que ce changement d'affectation n'avait en rien altéré sa disponibilité, sa douceur et sa bienveillance.

En 2015, Dominique a décidé de partir à la retraite. Après 41 ans de bons et loyaux services, elle aspirait à un repos bien mérité, me direz-vous ? C'était sans compter sur son énergie sans faille et son désir de rendre service, d'être utile aux autres. Une école bruxelloise était à la recherche de « mamies conteuses » pour s'occuper des enfants après l'école. C'est ainsi que Dominique, tous les mercredis après-midi, s'est assise au milieu d'un cercle de petits de 3 à 8 ans et leur a conté de magnifiques histoires de prince, de princesse et de palais imaginaire. Mais l'univers des enfants n'est pas toujours rose et Dominique y est sensible. Via la Croix Rouge de Belgique, elle s'est également proposée comme bénévole pour accompagner les enfants de détenus visiter leur parent en prison. Une formation d'une semaine est dispensée dans le contexte de ce bénévolat, eu égard au caractère particulièrement sensible de ces situations et à la fragilité des émotions. *« Le plus dur, c'est lorsqu'on récupère l'enfant après la visite et qu'on le ramène chez lui »*, explique Dominique. Car c'est le moment des pleurs, des silences suivis de questions, des réponses suivies parfois de colère et d'incompréhension . . . Comment comprendre, quand on est petit, que son papa ou sa maman est en prison ? Dominique m'explique que ce moment de partage, cette complicité qui s'établit entre l'enfant et elle sont essentiels et que tout réside dans le juste choix des mots.

Elle n'en a pas oublié pour autant l'AIACE et son équipe de bénévoles sociaux. Dès son départ à la retraite, elle a désiré en faire partie et s'occupe actuellement de plusieurs pensionnés en difficulté. La crise sanitaire actuelle l'a écartée temporairement de ses activités à la Croix Rouge mais elle a eu à coeur de continuer son action auprès des seniors. Elle a pu ainsi dépanner et aider ses petits protégés par téléphone ou même en leur rendant visite à l'hôpital ou à la maison de repos. Les situations sont souvent complexes mais Dominique, toujours disponible et à l'écoute, cherche et trouve les solutions les plus adéquates. Même si ses multiples activités lui prennent pas mal de temps, elle ne songe en aucun cas à arrêter le bénévolat. Les enfants et les seniors dont elle a la charge ne peuvent que s'en réjouir. ■

The Great Cauldron

by Robert Cox

Coronavirus and other crises have obscured the sore problem of integration into the European Union of the West Balkan countries (Albania, Bosnia & Hercegovina, Kosovo, Serbia).

Marie-Janine Calic, Professor of Eastern & South-eastern History at the Ludwig Maximilian University of Munich, knows the region intimately. Born in Berlin, she is the child of a French mother and a Croatian (Istrian) father. She has advised the EU, the UN and the International War Crimes Tribunal in the Hague. In her widely acclaimed book, The Great Cauldron, she brings deep research and fine writing to help us understand the historical complexities that have create the reality on Europe's southern flank today. South-eastern Europe - or the Balkans - says Calic are not, as many think an isolated bubble of trouble, not worth, to quote Bismarck, "the bones of a single Pomeranian grenadier". For Calic this crucial region has always been an inter-active component and crossroads of the global world. But more than elsewhere in Europe it has been the theatre of enormous ethnic, national, migratory and religious shifts and turbulence which cloud our judgement today.

The book offers us fine scholarship about the historical, frequently cruel upheavals that have made today's Balkans. But history is always at its best when it goes beyond recitals of wars, kings, empires and acts of official cowardice or courage. Ordinary people craft history's reality. Hence readers will enjoy Calic's frequent sketches of ordinary people's lives, particularly in her cameos of daily realities in key Balkans cities during the transition from the 20th into the 21st centuries - Belgrade, Bucharest, Plovdiv, Sarajevo, Thessaloniki and others.

Much literature on Balkan history has concentrated on specific countries or on issues such as domination by the Ottoman and Austro-Hungarian Empire. Calic's book has its rightful place in the library of any scholar of south-eastern European history. But this book has the additional advantages of encompassing the whole region into a broader historical sweep and enticing the intellectually curious general reader.

The process unleashed by the dissolution of Yugoslavia, concludes Calic, is not yet over. Unresolved conflicts about nation states, religious affiliation, territories and identities plague the Balkans today. Integrating the Balkans with EU Europe has serious flaws. The region's history, Calic shows, has never been one of isolation from the rest of us. Bismarck got that wrong.

Next year, 2021, marks the 30th anniversary of the beginning of the break-up of Yugoslavia. Some Commission staff - including the author - served in the European Community Monitoring Mission in Yugoslavia (ECMM). For an early issue of L'Ecrin in 2021 we propose a mémoire of that disaster and Europe's difficult role in it.

The Great Cauldron : a History of South-Eastern Europe, Marie-Janine Calic Harvard university Press, Cambridge Mass. & London - 2019. Ursprünglich Südwesteuropa - C.H.Beck Verlag, München 2016. Traduction française en attente.

L'ivresse des Livres

par Philippe Loir

Notre ancien collègue Jean Jauniaux, qui a été responsable de programmes européens de soutien à l'audiovisuel et à la culture, est un fou des livres.

Il les dévore, les savoure, les révère et surtout . . . il en écrit pour notre plus grand plaisir et pour sonner l'alarme devant l'inévitable effacement de la lecture dans notre société qui annonce un inquiétant appauvrissement de notre monde. En effet, la lecture aide « à déchiffrer l'ineffable, l'imaginaire, le virtuel, bref la quatrième dimension, celle dont l'écriture a le pouvoir de se faire la messagère » comme l'analyse l'écrivain Jacques de Decker dans sa préface du livre.

Jean Jauniaux nous conte en douze courtes nouvelles pleines de charme et de surprises des histoires légères ou graves dont il appartient au lecteur de tirer la morale car il ne veut pas jouer au moraliste. Elles glorifient toutes la lecture et son pouvoir salvateur.

Le style est léger, fluide, enchanteur, « un mélange de gaîté et d'ironie douce » dans lequel l'imaginaire et le réel se mêlent.

Vous ferez la connaissance d'une jeune libraire qui lit des passages à ses clients tout en les entraînant dans un jeu amoureux. Vous partagerez les doutes d'une juge de la jeunesse qui condamne des jeunes délinquants à lire des romans plutôt que de les envoyer en prison. Vous découvrirez un vieillard atteint de démence sénile qui sort de sa folie en redécouvrant la lecture qui « stimule la plasticité du cerveau » à la stupeur des médecins et chercheurs qui avaient banni le livre du quotidien.

Dans la dernière nouvelle qui se déroule dans un pénitencier effrayant où est enfermée une population condamnée à brûler les livres de la cité, un homme échappe à l'inexorable dégradation qui a frappé tous les habitants grâce au miracle accompli par un livre qu'il avait pu patiemment reconstituer page après page en les arrachant aux livres qu'il était chargé de détruire.

En refermant «L'ivresse des Livres», vous vous précipiterez sûrement sur votre bibliothèque . . .

L'ivresse des Livres - Jean Jauniaux Editions Zellige - Collection Vents du Nord 160 pages.

Roger Vancampenhout

Traducteur de formation, fondateur de l'Union Syndicale et ancien président du Comité du personnel de la Commission à Bruxelles, Roger Vancampenhout nous a quittés le 11 juillet 2020. Il avait 83 ans.

Pierre Blanchard se souvient : « J'ai commencé à travailler avec Roger dans les années 70, lorsque j'ai débuté dans la représentation statutaire et syndicale à la Commission. J'apprenais ce nouveau métier en écoutant les débats souvent complexes et animés entre les ténors de la représentation du personnel dont Roger faisait partie et dont certains sont encore parmi nous.

C'était la première décennie de l'application du Statut des fonctionnaires et autres agents de la Communauté européenne de 1962 et les problèmes de politique du personnel étaient nombreux. Si la plupart des débats au CCP portaient sur les carrières, les concours, les « parachutages » des membres des cabinets et les questions sociales, Roger s'intéressait surtout aux personnels moins nantis, plus faibles et précaires. À cette époque, de très nombreux emplois d'exécution hors effectifs statutaires étaient remplis par des agents locaux, sans compter l'utilisation dans de nombreux services des agents auxiliaires et temporaires et des personnels intérimaires.

Roger défendait tous ses collègues avec une énergie et une compétence exceptionnelles face à une administration qui, en dépit des circonstances politiques et financières peu favorables de l'époque, était assez réceptive. La contribution de Roger dans ce domaine a ainsi permis l'intégration des agents locaux dans les tableaux des effectifs et l'abandon de l'auxiliariat et des emplois intérimaires lors des réformes statutaires de 2004. Dans les moments où la tension entre les Organisations syndicales et professionnelles s'amplifiait sur d'importants dossiers comme celui de la Méthode, Roger, devenu président du Comité du personnel de la Commission à Bruxelles, a facilité le dialogue entre toutes les OSP ainsi qu'avec l'administration de la DG IX, responsable de la politique du personnel.

Au fil du temps, j'ai découvert que Roger était également un linguiste de haut niveau maitrisant de nombreuses langues tant à l'écrit qu'à l'oral. Ses talents linguistiques, son ouverture d'esprit et son sens du dialogue l'ont conduit à prendre des responsabilités en tant que président de la délégation des traducteurs, pour la défense d'une profession qu'il appréciait et qu'il n'a jamais délaissée.

Roger était un homme de conviction, engagé dans la construction européenne, notamment au sein de l'Union européenne des fédéralistes dont il a été membre du Comité exécutif. Passionné par tous les sujets européens, il les abordait systématiquement avec un sens critique et constructif. Véritable Bruxellois, fort de ses valeurs de lutte contre les discriminations et l'exploitation des plus faibles, il était également engagé dans la politique belge.

Roger était un homme de lettres au sens propre et figuré. Grâce à sa grande culture, il écrivait tout le temps avec une facilité déconcertante pour beaucoup d'entre nous, avec une précision linguistique et grammaticale remarquable. C'était l'homme des analyses, des synthèses et des conclusions dans les comités, séminaires et autres congrès. Ses capacités rédactionnelles lui ont permis de rejoindre le Comité de rédaction du magazine de l'AIACE Int « VOX » dont il est resté membre jusqu'au bout. A ce propos, je signale le triptyque - historique et prémonitoire - qui constitue un authentique mémoire sur une partie de l'histoire de l'UE : « Un regard dans le rétroviseur - Traités fondateurs, traités de l'ombre, traités de crise. Vers un traité de relance ? »

Véritable homme libre et libre penseur, toujours entouré d'amis, sympathique et à l'humour perçant, Roger a été un modèle de conviction et de détermination dans la défense d'un Service public européen ouvert à toutes les catégories de personnels. Il laisse aux générations suivantes un héritage qui leur servira à poursuivre son oeuvre.

Quelle tristesse de perdre un collègue aussi extraordinaire. Roger avait toute la curiosité du monde Il s'intéressait à tant de choses qu'on se demandait parfois à quoi il ne s'intéressait pas ! Faire la collection de tout ce qu'il a écrit est probablement une tâche insurmontable ! C'était une passion vivante qui laissera à nous tous de quoi tant sa plume est restée inlassable jusqu'au dernier jour. Il faut être infatigable comme lui pour s'intéresser à tant de choses. Si le traducteur qu'il était voguait sans cesse à la surface et à l'intérieur des choses qu'il côtoyait, peu faisaient comme lui. Heureusement nous avons profité de sa dialectique imperturbable. Repose-toi maintenant, tu l'as bien mérité !

Jean-Bernard Quicheron

Marcel Cukier

Après une carrière bien remplie à la DG Budgets, Marcel avait rejoint l'AIACE en 1995. Il est décédé le 6 septembre dernier, à l'âge de 87 ans.

C'est Rolf Meijer, alors tout juste élu président international, qui avait proposé à Marcel de rejoindre l'Association et d'y assumer la charge de trésorier. Marcel était en effet un budgétaire « chevronné », ayant auparavant été le trésorier de l'Aéro-club des Communautés dont les avoirs étaient loin d'être négligeables. Sa priorité a été d'informatiser la gestion de la trésorerie qui était encore faite manuellement. Il a assuré cette gestion durant pas moins de 13 ans, a collaboré avec quatre présidents internationaux et a cumulé cette fonction avec celle d'éditeur responsable du magazine Vox. Il est resté membre de la section Belgique jusqu'à la fin et a participé à de nombreuses Assises et festivités de l'Association.

Marcel avait le sens de la convivialité et une véritable passion pour les bonnes choses. Très attaché au terroir du Luberon qui l'avait vu grandir, il retrouvait, plusieurs fois par an, ses chères vignes dont il surveillait de près le mûrissement. Lorsqu'il « remontait », tous ses anciens collègues et amis attendaient avec impatience le moment où Marcel leur ferait découvrir la nouvelle « Cuvée Cukier », fruit d'un assemblage de ses cépages.

D'humeur constante, toujours jovial, il n'avait pas son pareil pour raconter les blagues, d'autant plus truculentes que servies avec un délicieux accent méridional. Pour beaucoup, c'était un véritable ami et un homme de coeur. Il était d'une gentillesse infinie et d'une bienveillance naturelle à l'égard de tous ceux qui le côtoyaient. Une chose est sûre, il nous manquera.

FR | **APPEL À CONTRIBUTIONS**

Vous désirez réagir à un article qui a été publié dans l'Ecrin ?

Vous désirez envoyer une contribution personnelle sur un sujet d'intérêt européen (politique, économie, culture, . . .), un dessin humoristique sur un thème d'actualité ?

Votre parcours professionnel ou vos occupations durant la retraite sont susceptibles d'intéresser les lecteurs et vous désirez les partager ?

Vous connaissez un ancien collègue dont le rayonnement personnel mérite d'être mis en lumière ?

Envoyez-moi un courriel ou écrivez au secrétariat de l'AIACE section Belgique.

Vos contributions ne doivent pas excéder 900 mots. Elles seront publiées sous réserve de l'accord du Comité de rédaction.

NL | **UW BIJDRAGEN GRAAG !**

Wilt u reageren op een artikel dat in Ecrin is verschenen ?

Wilt u een persoonlijke bijdrage insturen over een onderwerp van Europees belang (op politiek, economisch, cultureel of ander vlak), of ook een grappige tekening over iets actueels ?

Kunnen uw beroepsloopbaan of activiteiten gedurende uw pensioen misschien anderen tot het lezen hiervan verlokken en wilt u daarmee graag naar buiten komen ?

Kent u een oud-collega van wie de persoonlijke verdiensten in het zonnetje gezet mogen worden ?

Stuur mij dan een mail of schrijf naar het secretariaat van de AIACE, afdeling België.

Uw bijdragen mogen ten hoogste 900 woorden omvatten. Zij zullen worden gepubliceerd onder het voorbehoud van instemming van het redactiecomité.

DE | **AUFRUF ZU BEITRÄGEN**

Sie möchten sich zu einem Artikel äußern, der im ECRIN veröffentlicht wurde?

Sie möchten einen persönlichen Beitrag zu einem Thema von europäischem Interesse (politisch, wirtschaftlich, kulturell) senden oder eine humoristische Zeichnung zu einer aktuellen Frage?

Ihr beruflicher Werdegang oder Ihre Tätigkeit während der Pensionierung könnten die Leser interessieren und Sie möchten darüber etwas mitteilen?

Sie kennen einen früheren Kollegen, dessen persönliche Ausstrahlung hervorgehoben werden sollte?

Senden Sie mir eine E-Mail oder schreiben Sie an das Sekretariat der AIACE, Sektion Belgien.

Ihre Beiträge sollten 900 Wörter nicht überschreiten. Sie werden vorbehaltlich der Zustimmung des Redaktionskomitees veröffentlicht.

EN | **CALL FOR CONTRIBUTIONS**

You might like to react to an article appearing in L'Ecrin?

You would like to send a personal contribution on a matter of European interest (political, economic, cultural . . .), an amusing drawing on a current topic?

Your professional profile or your retirement activities may interest readers and you want to share them?

You know a former colleague whose personal profile deserves illustration?

Send me an e-mail or write to me at the AIACE secretariat, Belgian section.

Contributions must not exceed 900 words. They will be published subject to the agreement of the editorial Committee.

monique.theatre@gmail.com • AIACE section Belgique • G-1 01/50 • 1049 Bruxelles.

NOUS ONT QUITTÉS

NOM & PRÉNOM	DATE DE NAISSANCE	DATE DE PENSION	DATE DE DÉCÈS	INSTITUTION
ANDERSEN Ellen	19/01/52	1/02/17	29/06/20	COM
ANDRE Christian	23/06/36	1/07/01	28/08/20	COM
ARNOLD Maryvonne	13/06/43	1/01/00	10/02/20	COM
ASMALSKY Michael	7/09/49	1/02/12	7/08/20	PE
ATTWOOD Elizabeth	3/07/47	1/05/04	27/07/20	CM
BAUDEWYNS Raymonde	9/06/25	1/07/90	12/07/20	COM
BELKACEM Abderrahmane	26/03/30	1/09/82	9/07/20	COM
BENNETT Albert	11/09/31	1/10/96	18/08/20	COM
BERTAZZONI Umberto	28/12/37	1/09/00	5/07/20	COM
BERVARD Setty	1/09/36	1/10/96	7/08/20	CJ
BORIES Philippe	9/01/50	1/05/09	27/06/20	COM
BOUKES Hendrikus	13/10/39	1/02/90	13/07/20	PE
BRAUN Marcel	25/04/29	1/05/94	4/09/20	COM
BRAUN Suzanne	27/04/33	1/06/90	9/05/20	COM
BROICHHAGEN Franz-Joseph	29/01/35	1/11/98	4/02/20	COM
CARO-FERNANDEZ Maximilienne	28/01/37	1/02/98	15/08/20	COM
CISTOLDI Leonardo	26/06/51	1/01/09	9/08/20	COM
CLEENEWERCK DE CRAYENCOUR Isabelle	29/09/52	1/12/14	17/07/20	PE
CORBRIDGE Heidrun	11/01/45	1/02/10	6/07/20	COM
CORNEZ Martine	27/11/53	1/02/15	18/06/20	PE
CUKIER Marcel	9/12/32	1/03/94	6/09/20	COM
DE CREMER Anna	2/06/36	1/08/96	24/07/20	COM
DE MARCH Eugenio	15/06/46	1/07/11	18/08/20	COM
DE SMET-VAN SCHOORS Roberte	4/12/33	1/08/94	28/08/20	COM
DERVOT Yvonne	15/07/29	1/08/94	3/02/20	COM
DEUTZMANN Winfried	11/05/30	1/01/94	27/09/20	COM
DOURDIL-DINIZ Julio	18/09/46	1/10/06	5/07/20	PE
DURIATTI Cesare	17/02/39	1/03/04	15/08/20	PE
DWORSCHAK Heinz	16/09/34	1/08/95	16/07/20	COM
ERIKSSON Hilma	30/05/61	1/07/16	23/08/20	PE

NOM & PRÉNOM	DATE DE NAISSANCE	DATE DE PENSION	DATE DE DÉCÈS	INSTITUTION
FARAONI Renato	18/12/38	1/01/00	26/08/20	COM
FERLA Enrico	2/02/49	1/12/99	21/09/20	COM
FERRAGNI Arnaldo	14/05/26	1/06/91	21/09/20	PE
FRANCHITTO Venanzio	26/01/34	1/02/99	10/09/20	COM
FREEDMAN Sidney	27/07/35	1/08/00	18/08/20	COM
FREISBERG Ernst	6/06/27	1/07/92	12/08/20	COM
FROGER Christian	10/04/37	1/05/97	12/09/20	JET
FRUISH Michael	7/05/38	1/06/98	9/07/20	COM
GANGLER Edmee	6/03/27	1/04/86	29/10/19	COM
GEIST Jean Jacques	11/07/30	1/08/84	11/09/20	COM
GIEN Edith	16/02/30	1/09/91	31/08/20	PE
GINSBURG Osvaldo	6/10/28	1/11/93	13/08/20	CC
GONZALEZ Y LOBEZ Luis	16/08/51	1/10/15	9/09/20	CM
GUEST-KELLER Susan	8/05/49	1/06/09	27/07/20	PE
GULDEN Arie	18/10/29	1/11/94	13/08/20	COM
HALBERSTADT Klaus	1/11/33	1//01/89	31/01/20	COM
HAUPT Justus	23/02/34	1/03/97	27/07/20	COM
HERIN Yves	29/03/55	1/01/14	21/08/20	COM
HOETTE Kurt	29/07/42	1/04/03	11/08/20	COM
IGLESIAS BUHIGUES Jose Luis	16/02/40	1/03/05	16/09/20	COM
JUNKER Theo	24/05/37	1/11/01	15/09/20	PE
KALOGIROU Eleftherios	22/07/50	1/12/92	14/07/20	COM
KRARUP Lars	25/09/45	1/04/94	22/06/20	COM
LARSEN Peter	12/05/45	1/01/08	31/01/20	CES
LE MINTIER DE LA MOTTE BASSE Alain	7/05/34	1/06/99	24/08/20	COM
LE QUEMENT Joel	14/07/44	1/08/09	26/06/20	COM
LECOINTRE Daniel	25/04/37	1/07/99	15/06/20	COM
LIBERT Bruno	9/06/49	1/01/05	7/07/20	COM
LINSTER Simone	23/04/34	1/05/99	7/09/20	COM
LUIJTEN Maria	1/12/49	1/03/15	1/09/20	PE

NOUS ONT QUITTÉS

NOM & PRÉNOM	DATE DE NAISSANCE	DATE DE PENSION	DATE DE DÉCÈS	INSTITUTION
MARCOTTY Claude	16/05/33	1/04/94	12/08/20	COM
MARTINOT Marcel	27/01/34	1/07/90	23/08/20	COM
MATTEI Noelle	23/06/44	1/05/10	27/07/20	CDR
MC SWINEY Myles	1/05/35	1/01/00	10/09/20	COM
MCKENZIE Gilberte	4/02/39	1/09/01	6/08/20	PE
MEIER Rolf	26/01/37	1/09/99	5/08/20	COM
MENABALLI Umberto	25/04/39	1/05/04	29/07/20	COM
MENSCHING Juergen	1/01/40	1/02/05	2/09/20	COM
MOSSELMANS Nicole	13/03/31	1/11/93	27/08/20	COM
MUGGLETON George	16/06/27	1/10/88	5/08/20	CC
NERVO Renato	6/01/32	1/02/97	20/07/20	COM
NEVES DA SILVA Alvaro	23/04/46	1/05/11	24/08/20	COM
NIELSEN Lars	16/04/56	1/04/20	2/07/20	PE
NIELSEN-MAN Gudrun	26/09/31	1/04/95	9/07/20	CM
NOEL Françoise	21/02/47	1/03/12	29/07/20	EAS
NOVALI Eliane	2/07/45	1/07/02	16/09/20	COM
O'BRIEN Nora	27/05/42	1/06/07	21/07/20	PE
OUDSHOORN Willem	31/12/23	1/09/86	17/07/20	COM
PALENBERG Paul	17/07/32	1/05/95	16/07/20	COM
PAPA Gianpaolo	28/10/36	1/01/99	1/07/20	COM
PELUSIO Flavia	27/01/39	1/01/04	10/08/20	COM
PENA DE LA TORRE Miguel	4/04/43	1/11/03	7/07/20	COM
PORTAL Marcel	10/07/27	1/08/88	22/08/20	COM
REMORINI Bruno	28/10/38	1/01/02	4/08/20	COM
RETTORE Antonio	12/01/39	1/09/02	3/07/20	COM
RIEMER Gerhard	1/03/25	1/04/90	25/07/20	COM
RODA Ivan	30/11/42	1/06/86	2/09/20	COM
ROSSI Giancarlo	14/08/48	1/01/02	3/08/20	CM
ROUILLARD Paule	15/06/22	1/01/83	6/07/20	COM
ROUKENS Jan	30/01/37	1/02/02	9/08/20	COM
SABBATINI Roberto	29/09/51	1/02/13	9/09/20	CM

NOM & PRÉNOM	DATE DE NAISSANCE	DATE DE PENSION	DATE DE DÉCÈS	INSTITUTION
SAMBACH Eckhard	15/06/30	1/07/95	20/08/20	COM
SARRIS NATIS Micheline	27/12/38	1/01/86	31/07/20	COM
SCHICKETANZ Annette	25/08/25	1/09/90	12/08/20	COM
SCHILLER Peter	17/07/29	1/08/94	14/09/20	COM
SCULLY John	17/02/27	1/03/92	26/07/20	COM
SERGY Jacques	1/06/32	1/12/87	30/07/20	COM
STAREK Jean	29/07/51	1/04/13	10/08/20	CM
STAUDE Peter	8/02/63	1/05/16	19/07/20	PE
STRAFELLA Cosimo	23/01/22	1/10/82	22/08/20	COM
SWERTS ANNY	25/10/48	1/09/00	20/08/20	COM
TALBOT David	14/03/38	1/10/99	9/07/20	COM
TOULEMON Robert	2/07/27	1/08/82	5/07/20	COM
TYTGAT Jean-Pierre	18/04/39	1/05/04	10/07/20	COM
UBRICH Valerie	20/08/62	1/07/19	11/08/20	COM
UNTERRICHTER Elisabetta	13/09/25	1/10/90	28/08/20	COM
VAN ACKEN Martine	9/06/52	1/04/93	10/07/20	CM
VAN DEN HOVE Dirk	17/12/39	1/08/92	17/09/20	COM
VAN DER HIMST Maria	3/08/42	1/04/05	8/07/20	COM
VAN DER KROGT Gerarda	1/03/31	1/04/96	27/06/20	COM
VAN EYCKEN Danielle	4/11/38	1/01/87	4/06/20	COM
VAN NUFFEL Helena	5/01/51	1/11/97	4/07/20	CES
VANCAMPENHOUT Roger	22/10/36	1/11/01	11/07/20	COM
VANDY Maria-Jenny	29/05/27	1/08/85	18/07/20	COM
VANGRAMBEREN Michele	4/06/56	1/07/16	7/09/20	CDR
VANSTALLE Micheline	28/04/48	1/05/08	28/09/20	COM
VASQUEZ Fernando	27/04/52	1/07/91	16/07/20	COM
VERHOEVEN Hendrik	22/01/30	1/11/92	23/09/20	COM
VERSTRYNGE François	7/09/43	1/03/03	19/09/20	COM
VIKAS Anastassios	14/08/40	1/10/05	27/07/20	CM
WELTER Marie-Jose	15/12/48	1/01/14	20/08/20	COM

"You are observed" **Jonny De Neve** Acrylique sur lin